



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTRE DES FINANCES
ET DU BUDGET

Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

SENEGAL 2020



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Ministère des Finances et du Budget
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

SENEGAL

AVANT-PROPOS

Le présent document retrace les statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Sénégal pour l'année 2020. La balance des paiements est un état statistique où sont résumées, sous une forme comptable et pour une période donnée, toutes les opérations d'une économie avec le reste du monde et plus précisément, toutes les transactions entre les résidents et les non-résidents d'une économie.

Les résidents d'un pays se définissent comme des entités institutionnelles ayant leur centre d'intérêt prédominant sur le territoire économique de ce pays, c'est-à-dire y possédant soit un domicile, soit un lieu de production ou des locaux à autre usage, où ils exercent leurs activités économiques. Ils se distinguent en administrations publiques centrales et locales, particuliers vivant dans le pays ou y séjournant depuis plus d'un an, entreprises installées dans le pays y compris les filiales et succursales d'entreprises étrangères. Les non-résidents ont en revanche leur pôle d'intérêt économique à l'étranger. Par convention, les représentations et personnels diplomatiques, les étudiants hors de leur pays, ainsi que les bases et troupes militaires en stationnement à l'étranger sont considérés comme résidents de leur pays d'origine et non de leur pays d'accueil.

La référence à une période donnée indique que la balance des paiements enregistre des flux et non des stocks. Les données sur les stocks sont recensées dans la position extérieure globale (PEG). Les flux ou transactions sont des échanges qui portent sur des biens, des services et des revenus (ressources réelles). Ils peuvent faire naître des créances ou des engagements financiers par rapport au reste du monde (opérations financières) ou être sans contrepartie (transferts courants et en capital).

Dans le présent document, la monnaie de référence est le franc CFA, sauf indication contraire.

SOMMAIRE	Page
Sommaire.....	i
Liste des Sigles et Acronymes.....	ii
Liste des tableaux.....	iii
Liste des encadrés.....	iv
Liste des graphiques	v
Evolution récente de la Balance des Paiements	vi
Balance des Paiements (Optique BCEAO).....	vii
Balance des Paiements (Résumée).....	viii
Position Extérieure Globale Nette.....	ix
Résumé.....	x
INTRODUCTION	1
I - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	6
I.1 – Balance commerciale.....	8
1-1-1 – Exportations de biens.....	10
1-1-2 – Importations de biens	15
I.2 - Balance des services.....	21
1-2-1 – Transports.....	21
1-2-2 – Voyages.....	21
1-2-3 – Autres services.....	22
I.3 - Compte de revenu primaire.....	23
I.4 - Compte de revenu secondaire.....	24
II - COMPTE DE CAPITAL.....	25
III - COMPTE FINANCIER.....	27
IV - CAPITAUX MONETAIRES.....	29
IV.1 - Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	29
IV.2 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	29
V - POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	31
CONCLUSION	32
ANNEXES.....	33

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

- AEN** : Avoirs Extérieurs Nets
- ANSD** : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
- BCEAO** : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- BCE** : Banque Centrale Européenne
- BOE** : Bank of England
- BOJ** : Bank of Japan
- BRVM** : Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
- CAF** : Coût, assurance et fret
- CEDEAO** : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- DGPPE** : Direction Générale de la Planification et des Politiques Economiques
- DTS** : Droits de Tirages Spéciaux
- FCFA** : Franc de la Communauté Financière Africaine
- FED** : Fonds Européen de Développement
- FMI** : Fonds Monétaire International
- FOB** : Free on bord (valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport et d'assurance)
- IDE** : Investissements Directs Etrangers
- IHPC** : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
- PED** : Pays Emergents et en Développement
- PEG** : Position Extérieure Globale
- PEGN** : Position Extérieure Globale Nette
- PIB** : Produit Intérieur Brut
- UEMOA** : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.	Evolution du compte des transactions courantes.....	6
Tableau 2.	Compte de biens.....	9
Tableau 3.	Orientation géographique des exportations de marchandises générales.....	10
Tableau 4.	Exportations de marchandises générales par principaux produits.....	11
Tableau 5.	Exportations de marchandises générales ajustées.....	14
Tableau 6.	Orientation géographique des importations.....	15
Tableau 7.	Evolution des importations de marchandises générales.....	17
Tableau 8.	Evolution des importations de marchandises générales ajustées.....	19
Tableau 9.	Evolution des principaux soldes de la balance des services.....	21
Tableau 10.	Evolution des transports.....	21
Tableau 11.	Evolution du poste voyages.....	22
Tableau 12.	Evolution des autres services.....	22
Tableau 13.	Evolution des soldes du compte de revenu primaire.....	23
Tableau 14.	Evolution des revenus secondaires.....	24
Tableau 15.	Evolution du compte de capital.....	25
Tableau 16.	Evolution du compte financier.....	27
Tableau 17.	Evolution du stock des avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	29
Tableau 18.	Evolution du stock des avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	29

LISTE DES ENCADRES

Encadré A : Cadre d'analyse du déficit du compte courant.....	7
Encadré B : Evolution des cours des matières premières.....	16
Encadré C : Ajustement des données du commerce extérieur.....	20
Encadré D : Présentation monétaire de la balance des paiements.....	28

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1.	Croissance dans le monde.....	1
Graphique 2.	Evolution du compte courant.....	6
Graphique 3.	Evolution de la balance commerciale.....	8
Graphique 4.	Orientation géographique du solde des échanges de biens	9
Graphique 5.	Volume des exportations de produits arachidières.....	12
Graphique 6.	Volume des exportations de produits horticoles.....	12
Graphique 7.	Volume des exportations de produits halieutiques.....	12
Graphique 8.	Volume des exportations d'or non monétaire, de zircon et de titane.....	13
Graphique 9.	Volume des exportations de produits chimiques.....	13
Graphique 10.	Evolution des exportations de produits pétroliers.....	14
Graphique 11.	Importations de produits pétroliers.....	17
Graphique 12.	Importations de produits alimentaires.....	18
Graphique 13.	Importations de biens d'équipement.....	18
Graphique 14.	Evolution des transferts.....	22
Graphique 15.	Répartition des dons projet par bailleur et par secteur bénéficiaire.....	25
Graphique 16.	Evolution de la PEGN.....	31

Evolutions récentes de la balance des paiements (en milliards de FCFA)

	Poste	2015	2016	2017	2018	2019	2020
1	Compte des transactions courantes	-558,7	-472,5	-887,2	-1 230,4	-1 112,0	-1 532,4
1.A	Biens et services	-1 342,9	-1 237,5	-1 688,4	-2 040,2	-1 953,5	-2 626,9
1.A.a	Biens	-1 274,4	-1 164,7	-1 569,0	-1 886,4	-1 687,6	-1 609,7
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	-1 443,6	-1 382,1	-1 816,9	-2 239,0	-2 110,7	-2 085,8
1.A.a.1.1	<i>Dont réexportations</i>	3,7	4,9	5,2	5,5	18,1	23,7
1.A.a.2	Exportations dans le cadre du négoce international	1,2	1,6	2,0	2,6	3,4	3,2
1.A.a.3	Or non monétaire	168,0	215,8	245,9	350,0	419,7	472,9
1.A.b	Services	-68,5	-72,8	-119,4	-153,7	-265,9	-1 017,2
1.A.b.3	Transport	-340,6	-328,2	-390,4	-429,8	-453,1	-393,6
1.A.b.3.0	<i>dont Fret</i>	-301,6	-287,9	-345,7	-387,9	-417,1	-403,4
1.A.b.4	Voyages	139,0	144,1	154,2	181,0	200,3	41,8
1.A.b.4.0	<i>Autres services</i>	133,1	111,3	116,8	95,0	-13,2	-665,4
1.B	Revenu primaire	-231,5	-295,4	-341,0	-333,8	-383,8	-340,9
1.B.1	Rémunération des salariés	54,0	55,8	59,2	60,0	69,1	73,9
1.B.2	Revenus des investissements	-290,3	-356,1	-405,2	-401,3	-460,9	-422,7
1.C	Revenu secondaire	1 015,8	1 060,4	1 142,2	1 143,5	1 225,3	1 435,4
1.C.1	Administrations Publiques	52,0	31,2	45,3	34,7	-11,8	168,0
1.C.1.4	Coopération internationale courante	26,9	27,0	38,5	194,7	-18,0	162,8
1.C.2	Autres secteurs	963,8	1 029,2	1 096,9	1 108,8	1 237,1	1 267,5
1.C.2.1.1	<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	824,2	887,7	950,9	959,6	1 086,8	1 123,2
2	Compte capital	202,7	214,8	223,6	244,7	216,6	138,9
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	-1,7	-2,7	-2,1	-3,0	-3,1	-3,1
2.2	Transferts en capital	204,3	217,5	225,8	247,8	219,7	142,0
2.2.1	Administration Publique	196,2	208,4	217,0	237,0	207,9	129,8
2.2.2	Autres secteurs	8,1	9,0	8,8	10,8	11,8	12,2
3	Compte financier	-511,9	-303,7	-775,9	-1 508,1	-1 036,9	-1 295,6
3.1	Investissements directs	-223,4	-147,3	-293,7	-441,6	-582,6	-1 005,2
3.2	Investissements de portefeuille	-188,2	76,5	-524,7	-858,9	-60,8	-298,8
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres Investissements	-100,2	-232,9	42,6	-207,6	-393,5	8,4
4	Erreurs et omissions	4,6	3,5	4,3	4,8	5,1	6,4
5	Solde global	160,5	49,5	116,6	524,5	145,9	-91,5
	Ecart d'évaluation	115,4	0,7	8,9	2,7	0,6	-0,8
6	Avoirs et engagements	-275,9	-50,2	-125,6	-527,2	-146,5	92,3
6.1	Banque centrale	-94,5	210,8	-51,0	-382,1	-297,7	-209,4
6.2	Autres institutions de dépôts	-181,4	-261,0	-74,6	-145,1	151,1	301,7

Source : BCEAO

Balance des paiements (Optique BCEAO)(en milliards de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	5 022,5	6 555,0	-1 532,4
1.A	Biens et services	2 914,1	5 541,0	-2 626,9
1.A.a	Biens	2 410,9	4 020,5	-1 609,7
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	1 934,5	4 020,3	-2 085,8
1.A.a.1.1	Dont réexportations	23,7	0,0	23,7
1.A.a.2	Exportations dans le cadre du négoce international	3,2	0,0	3,2
1.A.a.3	Or non monétaire	473,2	0,2	472,9
1.A.b	Services	503,2	1 520,4	-1 017,2
1.A.b.3	Transport	68,1	461,7	-393,6
1.A.b.3.0	<i>dont Fret</i>	40,8	444,2	-403,4
1.A.b.4	Voyages	70,7	28,9	41,8
1.A.b.4.0	Autres services	364,5	1 029,8	-665,4
1.B	Revenu primaire	285,0	626,0	-340,9
1.B.1	Rémunération des salariés	92,3	18,3	73,9
1.B.2	Revenus des investissements	184,7	607,4	-422,7
1.C	Revenu secondaire	1 823,5	388,0	1 435,4
1.C.1	Administrations Publiques	211,7	43,8	168,0
1.C.1.4	Coopération internationale courante	194,7	31,9	162,8
1.C.2	Autres secteurs	1 611,7	344,2	1 267,5
1.C.2.1.1	<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	1 408,5	285,3	1 123,2
2	Compte capital	144,0	5,1	138,9
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	0,0	3,1	-3,1
2.2	Transferts en capital	144,0	2,0	142,0
2.2.1	Administration Publique	129,8	0,0	129,8
2.2.2	Autres secteurs	14,2	2,0	12,2
	Poste	Acquisitions nettes d'actifs	Accroissements nets de passifs	Solde
3	Compte financier	562,7	1 858,3	-1 295,6
3.1	Investissements directs	57,1	1 062,3	-1 005,2
3.2	Investissements de portefeuille	10,7	309,6	-298,8
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres Investissements	494,8	486,4	8,4
4	Erreurs et omissions	4,8	0,0	6,4
5	Solde global	139,0	230,5	-91,5
6	Réévaluation	-0,8	0,0	-0,8
7	Avoirs et engagements	-138,2	-230,5	92,3
7.1	Banque centrale	-201,7	7,7	-209,4
7.2	Autres institutions de dépôts	63,5	-238,2	301,7

Source : BCEAO

Balance des paiements (Résumé)(en milliards de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	5 022,5	6 555,0	-1 532,4
1.A	Biens et services	2 914,1	5 541,0	-2 626,9
1.A.a	Biens	2 410,9	4 020,5	-1 609,7
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	1 934,5	4 020,3	-2 085,8
1.A.a.1.1	Dont réexportations	23,7	0,0	23,7
1.A.a.2	Exportations dans le cadre du négoce international	3,2	0,0	3,2
1.A.a.3	Or non monétaire	473,2	0,2	472,9
1.A.b	Services	503,2	1 520,4	-1 017,2
1.A.b.3	Transport	68,1	461,7	-393,6
1.A.b.3.0	Dont fret	40,8	444,2	-403,4
1.A.b.4	Voyages	70,7	28,9	41,8
1.A.b.4.0	Autres services	364,5	1 029,8	-665,4
1.B	Revenu primaire	285,0	626,0	-340,9
1.B.1	Rémunération des salariés	92,3	18,3	73,9
1.B.2	Revenus des investissements	184,7	607,4	-422,7
1.C	Revenu secondaire	1 823,5	388,0	1 435,4
1.C.1	Administrations Publiques	211,7	43,8	168,0
1.C.1.4	Coopération internationale courante	194,7	31,9	162,8
1.C.2	Autres secteurs	1 611,7	344,2	1 267,5
1.C.2.1.1	Envois de fonds des travailleurs	1 408,5	285,3	1 123,2
2	Compte capital	144,0	5,1	138,9
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	0,0	3,1	-3,1
2.2	Transferts en capital	144,0	2,0	142,0
2.2.1	Administration Publique	129,8	0,0	129,8
2.2.2	Autres secteurs	14,2	2,0	12,2
	Poste	Acquisitions nettes d'actifs	Accroissements nets de passifs	Solde
3	Compte financier	703,9	2 091,0	-1 387,1
3.1	Investissements directs	57,1	1 062,3	-1 005,2
3.2	Investissements de portefeuille	112,3	313,6	-201,3
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres Investissements	595,0	715,1	-120,1
3.5	Avoirs de réserve	-60,5	0,0	-60,5
4	Erreurs et omissions	6,4	0,0	6,4

Source : BCEAO

Position extérieure globale nette (en millions de FCFA)

	Poste	Année 2019	Autres flux	Année 2020
A	Stock d'actifs financiers	5 277,4	-2,9	5 978,4
1	Investissements directs	454,0	0,0	511,1
2	Investissements de portefeuille	1 075,8	0,0	1 188,1
3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
4	Autres Investissements	2 014,1	0,0	2 609,1
4.1	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	95,1	0,0	182,7
4.3	Prêts	600,9	0,0	672,8
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,6	0,0	0,6
4.5	Crédits commerciaux	1 053,2	0,0	1 564,6
4.6	Autres compte à payer/ à recevoir	264,4	0,0	188,4
5	Avoirs de réserve	1 733,5	-2,9	1 670,1
5.1	Or monétaire	0,0	0,0	0,0
5.2	Droits de tirages spéciaux	1,1	0,0	247,8
5.3	Position de réserve au FMI	31,2	-3,5	6,0
5.4	Autres avoirs de réserve	1 701,2	0,6	1 416,3
B	Stock de passifs financiers	12 836,0	-2,1	14 924,9
1	Investissements directs	3 246,9	0,0	4 309,2
2	Investissements de portefeuille	3 095,2	0,0	3 408,8
3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
4	Autres Investissements	6 493,9	-2,1	7 206,9
4.1	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	295,0	0,0	282,7
4.3	Prêts	5 448,0	0,0	6 482,1
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0
4.5	Crédits commerciaux	135,5	0,0	95,1
4.6	Autres comptes à payer /à recevoir	491,9	0,0	228,9
4.7	Droits de tirages spéciaux	123,4	-2,1	118,1
C	Position extérieure globale nette (A)-(B)	-7 558,6	-0,8	-8 946,5

Source : BCEAO

Résumé analytique

1. Les restrictions de mobilité, prises en urgence par la plupart des Etats pour contenir les effets de la pandémie, ont entravé le déroulement normal des activités de production, notamment les services relatifs aux voyages et aux transports qui ont diminué respectivement de 63% et de 19%. En outre, l'affaiblissement de la demande ainsi que les perturbations au niveau des chaînes de production et d'approvisionnement ont considérablement freiné le volume du commerce mondial de biens et services qui a reculé de 8,2%, après une croissance de 0,9% en 2019. Sous ces considérations, l'activité économique mondiale s'est inscrite en baisse de 3,1% en 2020 contre +2,8% en 2019.
2. Au niveau des pays émergents et en développement, la croissance économique chinoise est ressortie à 2,3% en 2020 contre 6,0% en 2019. En Inde, l'économie a enregistré une contraction de 7,3% contre une hausse de 4,0% en 2019. En Russie, le PIB a enregistré un recul de 3,0%, impacté par la chute des cours internationaux des produits énergétiques. Au Brésil, le PIB a diminué de 4,1% en 2020 après une progression de 1,4% en 2019.
3. En Afrique subsaharienne, la croissance du PIB est évaluée à -1,7% en 2020 après +3,2% en 2019, reflétant les effets négatifs de la crise sur les exportations de produits de base. En Afrique du Sud, une contraction du PIB de 6,4% a été enregistrée en 2020, alors que l'activité économique nigériane s'est contractée de 1,8% en 2020 après +2,2% en 2019, pâtissant du repli des revenus pétroliers, en relation avec la baisse des cours du baril de pétrole.
4. Dans l'espace CEDEAO, la crise sanitaire a également eu un impact négatif sur les économies de la région dont la croissance est ressortie à -1,1% en 2020, après +3,1% en 2019.
5. Les économies de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont fait preuve de résilience face aux effets de la crise sanitaire, le PIB a enregistré une progression de 1,8% en 2020 contre 5,7% en 2019. La décélération de la croissance est liée notamment à une baisse de l'activité dans les branches des industries manufacturières, du tourisme et du transport, en lien avec les mesures de confinement prises par les Etats membres pour endiguer la propagation du virus dans l'Union.
6. Au niveau national, le taux de croissance du PIB réel ressort à 1,5% après 4,4% en 2019, reflétant la baisse de la valeur ajoutée du secteur tertiaire, en rapport avec les mesures de restriction qui ont affecté en particulier les transports, le tourisme et le commerce, et la quasi-stabilité du secteur secondaire. En revanche, le secteur primaire s'est inscrit en hausse, à la faveur de la bonne tenue des activités agricoles.
7. Les mesures budgétaires prises par l'Etat du Sénégal pour atténuer l'impact économique et social de la pandémie se sont traduites par un déficit, dons compris, évalué à 903 Mds (6,4% du PIB) en 2020, en dégradation de 2,5 points comparativement à 2019.

8. S'agissant des comptes extérieurs, le déficit du compte courant a augmenté de 2,8 points, en s'établissant à 10,8% du PIB en 2020 (-1.532,4 Mds) contre 8,0% en 2019 (-1.112,0 Mds), dans un contexte de baisse significative des recettes de voyages de 76,6% du PIB (200,3 Mds à 41,8 Mds) et d'augmentation des dépenses au titre des services nécessaires au développement des projets pétroliers et gaziers.
9. Le compte de biens s'est amélioré de 1,1 point à -11,3% du PIB (-1.609,7 Mds contre 1.687,6 Mds), sous l'effet de la baisse des importations consécutive au ralentissement de la demande intérieure et au repli des cours mondiaux des principales matières premières.
10. L'orientation géographique des échanges extérieurs de marchandises reflète un repli du déficit commercial vis-à-vis de l'Europe (1.811,0 Mds contre 1.980,2 Mds), au moment où l'excédent commercial vis-à-vis du continent africain a reculé (705,2 Mds contre 746,4 Mds) entre 2020 et 2019.
11. La balance des services est ressortie en déficit de 7,2% en pourcentage du PIB, à -1.017,2 Mds en 2020, en détérioration de 751,2 Mds comparativement à son niveau de l'année précédente, sous l'effet de la dégradation des postes "autres services" (-665,4 Mds contre -13,2 Mds), induite par le relèvement des importations de services nécessaires au développement des projets pétroliers et gaziers, en particulier les services de recherche et de développement (-551,7 Mds contre -114,4 Mds), et "construction" (-153,3 Mds contre +20,2 Mds).
12. Le solde du compte de revenu primaire s'est atténué de 41,8 Mds et se situe à -341,9 Mds en 2020, sous l'effet d'une diminution du déficit des revenus des investissements (-37,2 Mds) et d'une augmentation de l'excédent des rémunérations des salariés (+4,9 Mds). En revanche, l'excédent du compte de revenu secondaire se situe à 1.435,5 Mds en 2020, soit 10,1% du PIB, du fait de la consolidation des envois de fonds des migrants (+36,4 Mds), en dépit de la crise sanitaire, et de la progression des transferts courants au profit de l'Etat (+179,8 Mds).
13. Le compte de capital est ressorti à 138,9 Mds en 2020 contre 216,6 Mds en 2019, en retrait de 77,7 Mds, du fait de l'évolution des transferts au profit des administrations publiques.
14. Le besoin de financement s'est accru de 498,1 Mds pour s'établir à 1.393,5 Mds en 2020. Les IDE, les investissements de portefeuille et les autres investissements ont permis de couvrir le déficit des comptes courant et de capital de 1.295,6 Mds.
15. Le flux d'IDE a quasiment doublé par rapport à l'année précédente, sous l'effet d'une augmentation des instruments de dette (852,4 Mds en 2020 contre 371,5 Mds en 2019) destinés au financement des projets pétroliers et gaziers. Les titres de participation se sont, en revanche, repliés de 58,3 Mds et se chiffrent à 152,9 Mds en 2020.
16. Les investissements de portefeuille ont progressé en lien avec le dynamisme des transactions sur les titres de créances sur le marché financier sous-régional. En revanche, les "autres investissements" se sont fortement dégonflés (-401,9 Mds) au cours de la période sous-revue.

17. Le solde global de la balance des paiements ressort en déficit de 92,3 Mds contre un excédent de 146,5 Mds un an plus tôt, résultant d'une détérioration de la position extérieure de la BCEAO (-301,7 Mds) légèrement atténuée par une amélioration des actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts (+209,4 Mds).
18. La PEG s'est dégradée de 1.387,1 Mds, sous l'effet de l'augmentation des engagements nets au titre des investissements directs (+1.062,3 Mds), des investissements de portefeuille (+313,6 Mds), des autres investissements (+715,1 Mds) ainsi que du fléchissement des avoirs de réserve (-60,5 Mds).

INTRODUCTION

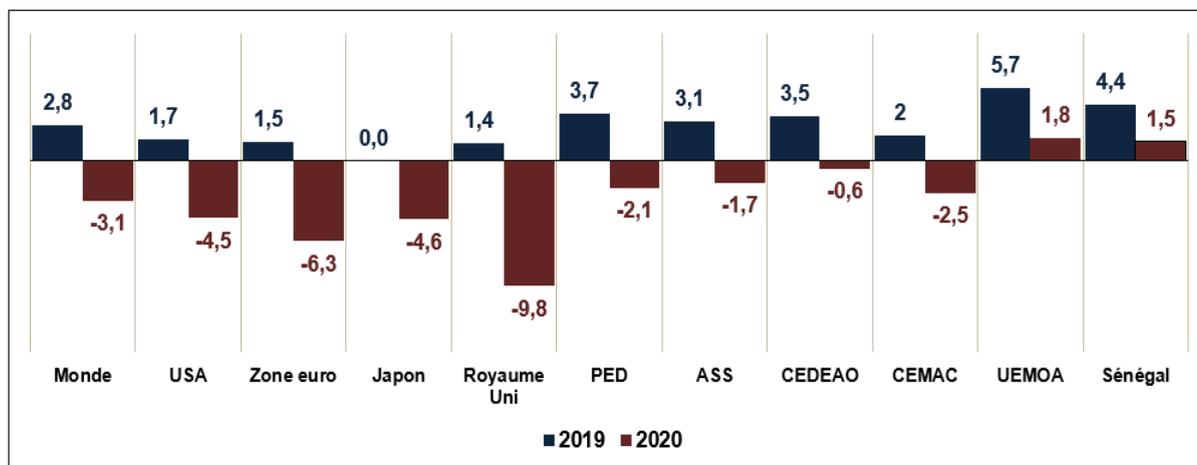
En 2020, la propagation rapide du virus de la Covid-19 dans le monde a déclenché une crise mondiale sans précédent aux plans sanitaire, économique et social. Les restrictions de mobilité, prises en urgence par la plupart des Etats pour contenir les effets de la pandémie ont entravé fortement les activités de production, les services relatifs aux voyages et les transports.

Le produit intérieur brut (PIB) mondial s'est contracté de 3,1% en 2020 après une hausse de 2,8% en 2019. A l'exception de l'économie chinoise, qui a enregistré une croissance de 2,3%, les pays avancés (-4,5% contre +1,6% en 2019) et les économies émergentes et en développement (-2,1% contre +3,7% en 2019) ont globalement accusé une baisse de l'activité, comparativement à l'année 2019.

Dans la Zone Euro, en dépit des efforts budgétaires importants consentis par les Etats pour atténuer l'impact de la crise sur l'activité, l'économie s'est contractée de 6,3% après une croissance de 1,4% en 2019. En particulier, le recul du PIB a atteint 10,8% en Espagne, 8,9% en Italie, 8,0% en France et 4,6% en Allemagne.

Au Royaume-Uni, l'activité s'est ressentie des effets conjugués des impacts de la crise sanitaire et du Brexit, à travers une baisse du PIB réel de 9,8%. Au Japon, après une croissance proche de zéro en 2019, le PIB a reculé de 4,6% en 2020.

Graphique 1 : Croissance dans le monde (%)



Sources : WEO database – FMI/BCEAO/DGPPE

Aux Etats-Unis, pays le plus touché par la pandémie de la Covid-19, la croissance économique s'est située à -3,4% en 2020 après 2,2% un an plus tôt, en lien avec la baisse de la consommation des ménages, de l'investissement et des exportations, malgré le soutien budgétaire exceptionnel évalué à 20% du PIB, niveau largement supérieur à celui consenti lors de la crise de 2008.

Au niveau des **pays émergents et en développement**, la croissance économique de la Chine, premier pays touché par la pandémie, s'est établie à 2,3% en 2020 contre 6,0% en 2019, tirée par une bonne tenue de l'investissement et de la demande extérieure, notamment de biens médicaux et d'équipements technologiques. En Inde, l'activité économique a enregistré une contraction de 7,3% contre une hausse de 4,0% en 2019. En Russie, le PIB a enregistré un recul de 3,0%, impacté par les effets de la Covid-19 et la chute des cours internationaux des produits énergétiques. Au Brésil, le PIB a diminué de 4,1% en 2020 après une progression de 1,4% en 2019.

En **Afrique subsaharienne**, le taux de croissance du PIB est évalué à -1,7% en 2020 après +3,2% en 2019, reflétant notamment l'impact de la crise sur les économies dépendantes du tourisme et des exportations de produits de base. En Afrique du Sud, le PIB a baissé de 6,4% en 2020 alors que l'activité économique nigériane s'est contractée de 1,8% en 2020 après +2,2% en 2019, pâtissant du repli des revenus pétroliers, en relation avec la baisse des cours du baril de pétrole.

Dans l'espace CEDEAO, la crise sanitaire a également eu un impact négatif sur les économies de la région dont la croissance est ressortie à -1,1% en 2020, après +3,1% en 2019.

Dans l'**Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, le taux de croissance est resté en territoire positif. En effet, le PIB a enregistré une progression de 1,8% en 2020 contre 5,7% en 2019. La décélération de la croissance est liée notamment à une baisse de l'activité dans les branches des industries manufacturières, du tourisme et du transport. Des mesures de confinement ont été prises par les Etats membres pour endiguer la propagation du virus dans l'Union.

S'agissant de l'inflation, l'évolution des prix à la consommation reflète les effets combinés de la baisse de la demande et des prix des produits énergétiques ainsi que des perturbations au niveau des chaînes de production et d'approvisionnement. Au sein de l'UEMOA, l'inflation est ressortie à 2,1% contre -0,7% un an plus tôt. Elle a décéléré de 1,4% à 0,7% dans les économies avancées et s'est stabilisée à 5,1% dans les pays émergents et en développement.

Face à cette crise, les banques centrales ont mis en œuvre des actions pour renforcer leurs politiques monétaires accommodantes en élargissant leurs programmes d'assouplissement quantitatif tout en allégeant temporairement certaines règles prudentielles.

La Banque Centrale Européenne (BCE) a adopté dès mars 2020 une série de mesures pour renforcer sa politique d'assouplissement quantitatif, à travers des achats d'actifs (APP) d'une enveloppe de 120 Mds d'euros pour soutenir les prêts bancaires aux entités les plus touchées par la pandémie de la Covid-19, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME). Elle a également lancé un programme temporaire d'achats d'urgence face à la pandémie dénommée *Pandemic Emergency Purchase Program* (PEPP). Doté initialement d'une enveloppe de 750 Mds, ce programme a atteint 1.850 Mds d'euros à fin décembre 2020.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale (FED) a procédé à des réductions successives de la fourchette cible du taux des fonds fédéraux d'un total de 150 points de base (pdb), la ramenant à 0%-0,25%, en vue de limiter la dégradation de la situation macroéconomique. Elle a également décidé d'accroître ses achats d'actifs d'au moins 700 Mds de dollars, dont 500 Mds de bons du

Trésor et 200 Mds de titres hypothécaires. Dans sa communication prospective, la FED a indiqué que l'orientation de sa politique monétaire reste guidée par le maintien de l'économie sur la trajectoire d'atteinte de ses objectifs de plein-emploi et de stabilité des prix.

Au Royaume Uni, la Banque d'Angleterre (BoE) a réduit de 65 pdb à 0,1% son taux directeur, le plus bas niveau historique, et a lancé un nouveau programme de financement à terme en faveur des PME. Elle a révisé, à trois reprises, sa politique de rachats d'actifs en portant le stock cible des obligations souveraines ainsi que celles des entreprises non financières, respectivement à 875 Mds et à 20 Mds de livres sterling. Elle a également mis en place, en mars 2020, en relation avec le Trésor public, un programme dénommé *Covid Corporate Financing Facility* pour soutenir la liquidité des grandes entreprises impactées par la pandémie.

Pour sa part, la Banque du Japon (BoJ) a appuyé l'orientation accommodante de sa politique monétaire, matérialisée par son engagement à maintenir les taux à long terme à un bas niveau. Ainsi, le taux de la facilité de dépôt (-0,1%) et le taux de rendement obligataire à 10 ans (0,0%) sont demeurés inchangés. La BoJ a également introduit un programme spécial d'appui au financement, destiné principalement aux entreprises.

Dans les pays émergents, la réponse des banques centrales a aussi été caractérisée par un recours à des programmes d'assouplissement quantitatif. En effet, la Banque Populaire de Chine (PBoC) a déployé plusieurs mesures pour assouplir les conditions monétaires et d'octroi de crédit. Elle a abaissé de 30 pdb à 3,85% le taux préférentiel de prêts à un an et de 15 pdb à 4,65% celui à 5 ans. Elle a, en outre, lancé des programmes spéciaux dédiés aux entreprises directement touchées par la pandémie.

De son côté, la Banque Centrale du Brésil a abaissé son taux principal (Selic) d'un total de 250 pdb à 2% et a mis en place des mesures visant à assurer la stabilité financière et le bon fonctionnement du marché des changes en vue de relancer l'activité économique fortement affectée par la pandémie.

En Inde, la Banque Centrale (RBI) a abaissé en mars et en mai 2020 son taux principal d'un total de 115 pdb à 4%, puis l'a maintenu à ce niveau sur le reste de l'année afin de relancer la croissance. Elle a également mis en place un plan de soutien à la liquidité bancaire à travers la réduction de 100 pdb à 3% du coefficient de réserve obligatoire ainsi que la conduite d'opérations de refinancement à long terme.

Pour sa part, la Banque Centrale de Russie a réduit son taux directeur de 200 pdb le ramenant à 4,25%, le 24 juillet 2020. Elle a, en outre, adopté des mesures visant à encourager la restructuration et le soutien aux prêts en faveur des ménages et des entreprises.

En Afrique subsaharienne, la Banque du Ghana (BoG) a réduit son taux directeur de 150 pdb, de 16,0% à 14,5%, lors de la réunion du comité de politique monétaire du 18 mars 2020. De même, la Banque Centrale du Nigeria (CBN) a procédé, en mai et septembre 2020, à des baisses cumulées de 100 pdb de son principal taux directeur pour le porter à 11,5%.

Au niveau de la Zone CEMAC, la BEAC a procédé en mars 2020 à une baisse de 25 pdb du taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) et de 100 pdb du taux de la facilité de prêt marginal pour les ramener à 3,25% et à 5,0% respectivement.

Au niveau de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), les incertitudes induites par la pandémie de la Covid-19 ont conduit la BCEAO à renforcer, durant l'année 2020, l'orientation accommodante de sa politique monétaire. A cet égard, dans un contexte de faible inflation, elle a ramené, le 24 juin 2020, son principal taux directeur à 2,0%, ce qui correspond au niveau historique le plus bas jamais appliqué sur ses guichets de refinancement. Pour conforter son action monétaire et préserver le financement de l'activité, la BCEAO a également pris des mesures fortes pour accompagner les acteurs de la vie économique, notamment le report des échéances de crédits au profit des entreprises, des particuliers et des systèmes financiers décentralisés impactés négativement par la Covid-19.

Au titre des échanges extérieurs, le commerce mondial s'est ressenti de l'affaiblissement de la demande et des perturbations des chaînes d'approvisionnement. Ainsi, après une décélération à 0,9% en 2019, le commerce mondial s'est replié de 8,2%.

L'analyse des soldes courants des balances des paiements fait ressortir notamment une diminution de 0,6% du PIB du compte courant dans les pays avancés. Au Japon, il est ressorti à 3,3% après 3,4% en 2019. Dans la Zone Euro, il est évalué à 2,2% contre 2,4% un an plus tôt. Par pays membre, il a reculé à 6,9% en Allemagne (7,4% en 2019) et à 0,7% en Espagne (2,1% en 2019), tandis qu'en France, le solde courant déficitaire s'est aggravé de 1,6 point à -1,9%. Par ailleurs, le déficit s'est creusé à 1,9% aux Etats-Unis et à 3,7% au Royaume-Uni.

Au niveau des économies émergentes et en développement, le compte courant est ressorti excédentaire à 0,6% du PIB en 2020, après un quasi-équilibre en 2019. Le solde excédentaire s'est renforcé en Chine de 1,1 point à 1,8%, et s'est replié en Russie de 1,5 point à 2,4%, alors qu'en Inde, le solde est passé d'un déficit de 0,9% à un excédent de 0,9%. En Afrique subsaharienne, le déficit du compte courant s'est atténué de 0,4 point à 3,0%.

Sur le marché des changes, le cours de la monnaie européenne s'est apprécié de 1,9% en 2020 pour s'établir à 1,141 dollar US. Il s'est également accru par rapport au dollar canadien (+2,9%) et à la livre sterling (+1,4%).

En ce qui concerne le **FCFA**, il s'est apprécié par rapport au dalasi gambien (+3,7%), au dollar libérien (+4,0%), au cedi ghanéen (+9,5%), au leone sierra-léonais (+11,3%) et au naira nigérian (+12,7%).

Au niveau interne, le taux de croissance de l'activité s'est replié de 2,9 points à 1,5% en 2020, reflétant d'une part, la baisse de la valeur ajoutée du secteur tertiaire (-0,2%), en rapport avec les mesures de confinement qui ont affecté en particulier les transports, le tourisme et le commerce, et, d'autre part, la quasi-stabilité du secteur secondaire. Ces évolutions ont néanmoins été contrebalancées par la hausse du secteur primaire (+15,9%), à la faveur de la bonne tenue des activités agricoles. Face à cette situation, et à l'instar des gouvernements à travers le monde, les autorités ont pris des mesures de politiques économique et sanitaire, à travers le Programme de Résilience Economique et Sociale (PRES) au profit des ménages et des entreprises, suivi du Plan d'Actions Prioritaires Ajusté et Accéléré (PAP 2A) permettant de jeter les bases d'une relance de l'économie, avec un accompagnement ciblé des secteurs fortement impactés par la crise.

S'agissant de l'évolution des prix à la consommation, le taux d'inflation, apprécié par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), est ressorti à +2,5%, en liaison avec les contributions à la hausse des produits locaux (+1,8%) et importés (+0,7%). Pour sa part, le déflateur du PIB est estimé à +2,3% en 2020 contre +1,9% en 2019.

En ce qui concerne les finances publiques, les mesures budgétaires prises par l'Etat du Sénégal, en 2020, pour atténuer l'impact économique et social de la pandémie n'ont pas été sans conséquence sur la gestion budgétaire qui s'est traduite par un déficit, dons compris, évalué à 6,4% du PIB, en dégradation de 2,5 points comparativement à son niveau de l'année 2019.

Au titre des échanges extérieurs, le compte courant s'est détérioré de 37,8%, en s'établissant à 10,8% du PIB en 2020 (1.532,4 Mds) contre 8,0% en 2019 (1.112,0 Mds), dans un contexte de baisse significative des recettes de voyages (200,3 Mds à 41,8 Mds) et de l'augmentation des dépenses au titre des services nécessaires au développement des projets pétroliers et gaziers qui ont contribué à l'amplification du déficit de la balance des services (-1.017,2 Mds contre -266,0 Mds). Le compte de biens s'est amélioré de 1,1 point à -11,3% du PIB (-1.609,7 Mds contre -1.687,6 Mds), sous l'effet de la baisse des importations consécutive au ralentissement de la demande et au repli des cours mondiaux des principales matières premières.

Pour sa part, le déficit du compte de revenu primaire s'est amélioré pour s'établir à 340,9 Mds (2,4% du PIB), au moment où l'excédent du compte de revenu secondaire s'est consolidé de 17,2% pour atteindre 1.435,4 Mds (10,1% du PIB) contre 1.225,2 Mds (8,9% du PIB), reflétant la résilience des envois de fonds des travailleurs migrants (1.408,5 Mds ; 9,9% du PIB) et l'accroissement des aides budgétaires (194,7 Mds contre 16,4 Mds) pour soutenir le programme de résilience élaboré par l'Etat. L'excédent du compte de capital s'est ressenti de la baisse des dons projet au profit de l'Etat. Les fonds mobilisés à ce titre ont baissé de 35,9%, passant de 216,8 Mds à 138,9 Mds. Au total, le besoin de financement de l'économie (cumul du solde du compte courant et du solde du compte de capital) est ressorti en hausse de 498,1 Mds pour se situer à 1.393,5 Mds.

Les capitaux extérieurs mobilisés par le secteur non bancaire sont ressortis à 1.295,6 Mds contre 1.036,9 Mds en 2019. Globalement, les transactions économiques et financières ont eu un effet négatif sur les actifs extérieurs du système bancaire qui se sont réduits de 91,5 Mds.

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes retrace les transactions, entre résidents et non-résidents, relatives aux biens, aux services, au revenu primaire et au revenu secondaire.

Au cours de la période sous revue, un creusement du déficit structurel du compte des transactions courantes a été observé. En effet, le déficit dudit compte s'est accru de 420,4 Mds pour s'établir à 1.532,4 Mds (10,8% du PIB), après 1.112,0 Mds (8,0% du PIB) l'année précédente. Ce niveau de déficit courant observé s'établit à 4,8 points au-dessus de la moyenne des dix dernières années (6,0% du PIB).

Tableau 1 : Evolution du compte des transactions courantes (en Mds de FCFA)

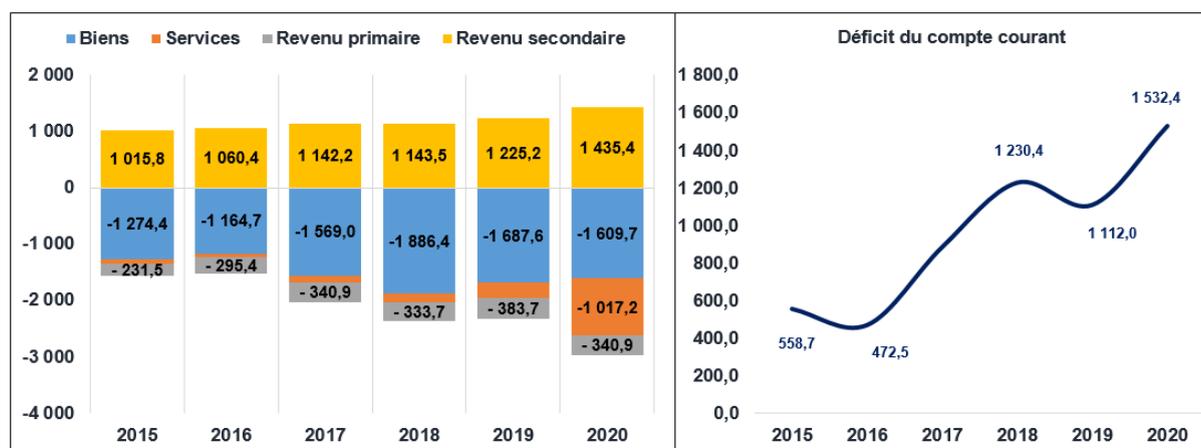
Rubriques	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Biens et Services	-1 342,9	-1 237,4	-1 688,4	-2 040,1	-1 953,5	-2 626,9
<i>Biens</i>	-1 274,4	-1 164,7	-1 569,0	-1 886,4	-1 687,6	-1 609,7
<i>Services</i>	-68,5	-72,7	-119,4	-153,7	-266,0	-1 017,2
Revenu primaire	-231,5	-295,4	-340,9	-333,7	-383,7	-340,9
Revenu secondaire	1 015,8	1 060,4	1 142,2	1 143,5	1 225,2	1 435,4
Solde du compte courant	-558,7	-472,5	-887,2	-1 230,4	-1 112,0	-1 532,4
PIB Nominal	10 508,9	11 283,4	12 191,8	12 840,2	13 655,4	14 184,9
Solde du compte courant rapporté au PIB	-5,3%	-4,2%	-7,3%	-9,5%	-8,0%	-10,8%

Sources : BCEAO/ANSD/DPEE

A l'analyse, l'évolution du compte courant reflète principalement l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur les échanges extérieurs du Sénégal mais également le développement en cours des projets pétroliers et gaziers.

En outre, la crise sanitaire a entravé l'activité du secteur touristique, à la suite des mesures de restriction instaurées par les autorités étatiques (en interne et à l'international) pour lutter contre la propagation de la Covid-19. En outre, des investissements importants, requérant des importations de biens et services, ont été réalisés en 2020, en vue d'assurer le démarrage de la production pétrolière et gazière à partir de 2023.

Graphique 2 : Evolution du compte courant (en Mds)



Source : BCEAO

Encadré A : Cadre d'analyse du déficit du compte courant

L'analyse des relations entre les comptes économiques est essentielle pour comprendre la structure du déficit du compte courant. Les principaux comptes peuvent être exprimés sous forme d'identités comptables même si aucune relation de cause à effet ne pourrait en être déduite⁴. A cet égard, l'équilibre des ressources et des emplois du compte des biens et services du Système de Comptabilité Nationale (SCN) se présente comme suit :

$$\begin{aligned} \text{Production} + M &= C + G + I + X + CI \\ \text{Ressources} &= \text{Emplois} \end{aligned} \quad (1)$$

Avec M = importations de biens et services ; C = consommation des ménages ; G = consommation des administrations publiques ; I = investissements public et privé ; X = exportations de biens et de services et CI = consommation intermédiaire.

Comme le PIB nominal est égal à la production brute moins la consommation intermédiaire, l'identité peut être reformulée selon une approche dépense comme suit :

$$PIB = C + G + I + (X - M) \quad (2)$$

Où PIB = produit intérieur brut nominal

Le revenu national brut disponible (RNBD) qui correspond au PIB augmenté des revenus primaires et secondaires nets avec l'étranger, s'exprime ainsi :

$$RNBD = C + G + I + (X - M) + RP + RS \quad (3)$$

Où RP = solde du revenu primaire, RS = solde du revenu secondaire (transferts courants nets).

Par ailleurs, le solde des transactions courantes est décomposé de la manière suivante :

$$SC = (X - M) + RP + RS \quad (4)$$

Où SC = solde des transactions courantes.

En combinant les expressions (3) et (4), le solde des transactions courantes peut aussi être considéré de manière équivalente comme l'écart entre le revenu disponible et les dépenses :

$$SC = (RNBD - C - G) - I \quad (5)$$

En remplaçant $S = RNBD - C - G$ où S = épargne brute, on obtient :

$$SC = S - I \quad (6)$$

L'équation 6 indique que le solde du compte courant est égal à la différence entre l'épargne et l'investissement domestique. A ce titre, le déficit courant ne reflète le déficit d'épargne intérieure des secteurs public et privé, soit :

$$SC = (Sp - Ip) + (Sg - Ig) \quad (7)$$

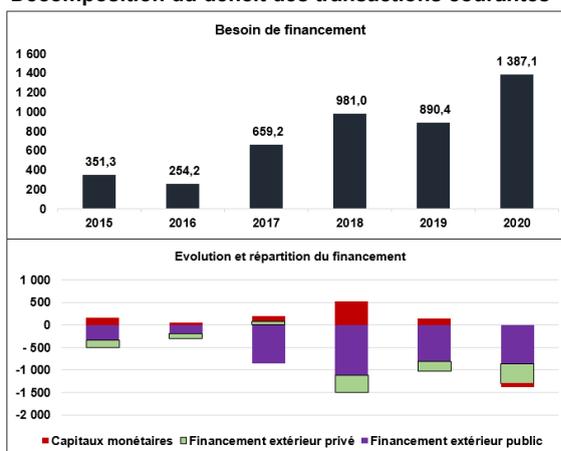
Cette identité montre que, si l'écart épargne nette du secteur public n'est pas compensée par celle du secteur privé, le compte des transactions courantes présente un déficit. Plus précisément, l'identité montre que le solde budgétaire de l'État ($Sg - Ig$) peut exercer une influence considérable sur le solde des transactions courantes, notamment dans les pays en développement comme le Sénégal où l'épargne privée demeure faible.

A l'analyse des données disponibles, il convient de noter que les fluctuations du déficit des transactions courantes sont imputables pour une grande partie aux fortes variations du déficit d'épargne privé. Plus récemment, d'importants projets, notamment dans le domaine énergétique, minier et industriel ont été déployés sur la base d'emprunts extérieurs privés. Le développement de ces projets a occasionné des hausses substantielles des importations de biens et services qui ont contribué à l'accroissement du déficit des transactions courantes.

Le développement des projets pétroliers et gaziers a également permis une augmentation significative du financement extérieur privé.

Toutefois, le financement du déficit du compte courant reste dominé par les mobilisations de l'Etat sur le marché financier international.

Décomposition du déficit des transactions courantes



Source : BCEAO/DPEE

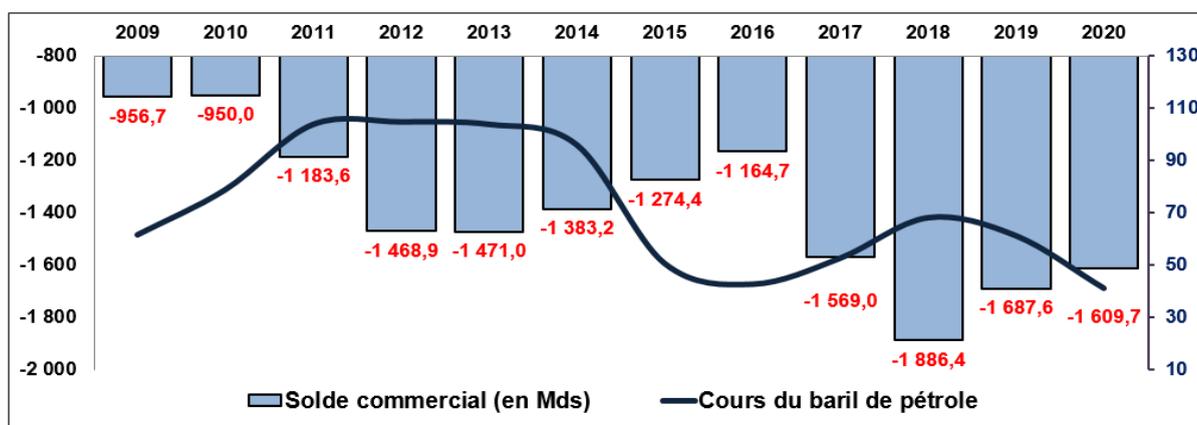
L'examen de la structure du déficit courant montre que son augmentation est imputable essentiellement à celle du déficit du compte de services (+751,2 Mds). L'accroissement du déficit du compte de services traduit le relèvement des importations de services, dans le cadre du développement des projets pétroliers et gaziers, et la contraction des recettes de voyage, consécutive aux restrictions de déplacements internationaux.

Le compte de revenu primaire et le compte de biens se sont, quant à eux, améliorés respectivement de 42,8 Mds (+11,1%) et de 77,9 Mds (+4,6%) par rapport à l'année précédente. Parallèlement, l'excédent du compte de revenu secondaire s'est consolidé de 210,2 Mds (+17,1%), à la faveur du dynamisme des envois de fonds des migrants (+0,1%), qui ont affiché une bonne capacité de résilience face à la crise sanitaire, et de l'accroissement des transferts budgétaires au profit de l'Etat (194,7 Mds contre 16,4 Mds).

I.1- BALANCE COMMERCIALE

Le déficit commercial s'est réduit de 4,6% pour s'établir à 1.609,7 Mds après 1.687,6 Mds en 2019. Pour la deuxième année consécutive, le balance commerciale enregistre une amélioration liée essentiellement à la baisse des cours des produits pétroliers, qui a pu contenir la hausse des importations. Cette réduction des importations est également à l'actif du ralentissement généralisé de l'activité économique consécutive à la pandémie de la Covid-19. Ainsi, les importations et les exportations ont diminué respectivement de 6,1% et 7,1%.

Graphique 3 : Evolution de la balance commerciale (en Mds)

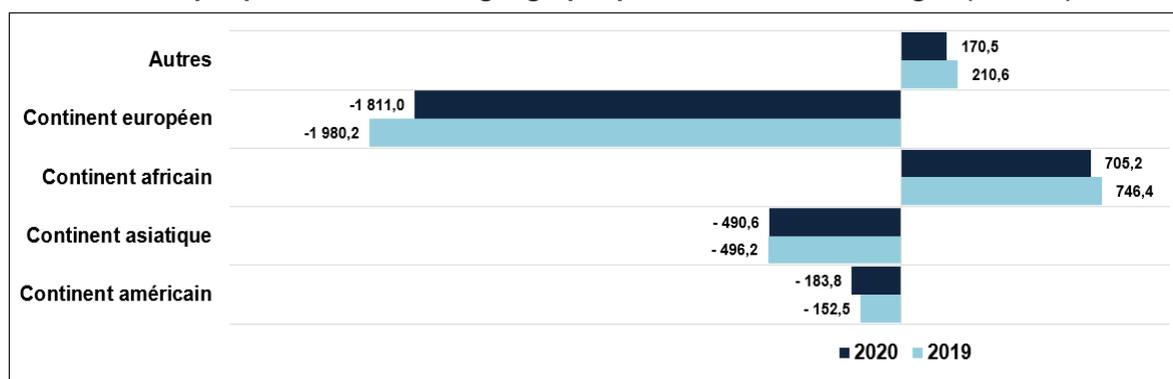


Source : BCEAO

Toutefois, le taux de couverture des importations par les exportations s'est dégradé de 0,8 point de pourcentage pour s'établir à 60,0% (cf. tableau 2).

En 2020, l'orientation géographique des échanges extérieurs de marchandises reflète un déficit commercial du Sénégal vis-à-vis du continent européen, son premier fournisseur, et un excédent vis-à-vis du continent africain, son premier client. Un repli du déficit commercial vis-à-vis de l'Europe (1.811,0 Mds contre 1.980,2 Mds) est noté. Suivant le même profil, l'excédent commercial du Sénégal à l'endroit du continent africain a reculé (705,2 Mds contre 746,4 Mds) entre 2020 et 2019. Les évolutions observées s'inscrivent dans un contexte de ralentissement des échanges extérieurs à l'échelle mondiale.

Graphique 4 : Orientation géographique du solde des échanges (en Mds)



Source : BCEAO

La diminution des ventes extérieures en 2020 est imputable essentiellement à la crise sanitaire qui vient rompre une période de dynamisme des exportations. Toutefois, il convient de relever une amélioration tendancielle des indicateurs du commerce extérieur à partir de 2015, en particulier le taux de couverture des importations par les exportations (56,7% en 2015 et 60,0% en 2020) ainsi que les exportations rapportées au PIB (15,9% en 2015 et 17,0% en 2020). Ce dynamisme est consécutif à une progression des exportations de 8,1% en moyenne sur les cinq (05) dernières années, dont une hausse remarquable de 20,8% en 2019.

Tableau 2 : Compte de biens (en millions de FCFA)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Marchandises générales						
Exportations	1 499 473,7	1 485 488,6	1 659 238,5	1 794 016,2	2 170 488,4	1 934 480,5
Importations	2 943 099,5	2 867 544,6	3 476 118,8	4 033 003,7	4 281 198,8	4 020 309,9
Exportations nettes et négoce internationale	1 215,3	1 567,7	2 022,4	2 608,9	3 365,4	3 214,3
Or non ménétaire						
Exportations	168 483,5	216 426,3	246 566,8	350 782,1	420 584,7	473 155,2
Importations	481,5	629,5	678,3	782,1	870,2	234,2
Total						
Total des exportations de biens	1 669 172,5	1 703 482,7	1 907 827,6	2 147 407,2	2 594 438,6	2 410 850,0
Total des importations de biens	2 943 581,1	2 868 174,2	3 476 797,1	4 033 785,7	4 282 069,0	4 020 544,2
Principaux indicateurs						
Solde commercial	-1 274 408,5	-1 164 691,5	-1 568 969,5	-1 886 378,5	-1 687 630,4	-1 609 694,1
PIB nominal (en millions FCFA)	10 508 650,0	11 283 396,0	12 191 796,0	12 840 179,0	13 655 399,0	14 184 876,4
Solde commercial/PIB	-12,1%	-10,3%	-12,9%	-14,7%	-12,4%	-11,3%
Exportations/PIB	15,9%	15,1%	15,6%	16,7%	19,0%	17,0%
Importations/PIB	28,0%	25,4%	28,5%	31,4%	31,4%	28,3%
Exportations/Importations	56,7%	59,4%	54,9%	53,2%	60,6%	60,0%

Sources : BCEAO/ANSD/DGPPE

I.1.1- Exportations de biens

Les exportations de biens sont évaluées à 2.410,9 Mds contre 2.594,4 Mds en 2019, soit une baisse de 7,6%. La contraction des ventes de biens à l'étranger reflète les contre-performances des exportations de produits halieutiques, chimiques, arachidiers et pétroliers. En revanche, un accroissement régulier des expéditions d'or non monétaire a été observé.

I.1.1.a. Orientation géographique des exportations

Les ventes extérieures du Sénégal sont destinées principalement aux continents africain, asiatique et européen. Le continent africain, en particulier la région ouest-africaine, demeure la principale destination des exportations sénégalaises. Les mesures restrictives adoptées par les économies avancées et émergentes ont induit un fléchissement des ventes extérieures à destination des continents européen et asiatique respectivement de 19,0% et 16,8%. Cette situation reflète l'impact des contraintes logistiques induites par la pandémie. Les exportations vers le continent africain ont reculé de 5,5% contre 7,6% pour l'ensemble des exportations, tandis que celles vers le continent américain ont progressé de 4,3%.

Les exportations à destination des pays africains sont chiffrées à 1.027,9 Mds contre 1.087,8 Mds, soit une baisse de 5,5% par rapport à l'année 2019. Elles représentent 53,1% des parts de marché contre 50,1% l'année précédente. Les pays de la CEDEAO (44,6%), en particulier ceux de l'UEMOA (37,1%), sont les principaux clients du Sénégal.

Au sein de l'UEMOA, le Mali demeure le premier client du Sénégal. Il concentre plus du quart (25,5% contre 26,5%) des expéditions de biens, suivi de la Côte d'Ivoire (6,2% contre 4,5%), de la Guinée-Bissau (2,1% contre 2,3%) et du Burkina Faso (1,6% contre 1,8%). Les livraisons vers les pays de l'UEMOA sont constituées principalement de produits pétroliers, de ciment et, dans une moindre mesure, de produits alimentaires manufacturés.

Tableau 3 : Orientation géographique des exportations de marchandises générales (en millions de FCFA)

	2015		2016		2017		2018		2019		2020	
	Valeur	%										
Exportations	1 499 473,7	100,0	1 485 488,6	100,0	1 659 238,5	100,0	1 794 016,2	100,0	2 170 488,4	100,0	1 934 480,5	100,0
Union Européenne	253 496,2	16,9	231 243,1	15,6	264 771,2	16,0	302 664,3	16,9	324 076,9	14,9	264 397,5	13,7
- dont France	59 313,4	4,0	43 600,4	2,9	44 752,0	2,7	46 953,4	2,6	51 210,8	2,4	44 224,1	2,3
Etats-Unis	38 223,4	2,5	36 528,0	2,5	52 954,1	3,2	62 900,6	3,5	77 517,6	3,6	67 533,9	3,5
Japon	3 956,4	0,3	4 193,9	0,3	3 215,5	0,2	6 840,5	0,4	9 562,9	0,4	6 168,7	0,3
Inde	82 870,9	5,5	122 259,6	8,2	87 345,9	5,3	168 341,4	9,4	211 915,2	9,8	171 975,5	8,9
Chine	70 997,0	4,7	74 753,1	5,0	77 728,9	4,7	64 162,5	3,6	161 895,0	7,5	152 146,1	7,9
Thaïlande	471,8	0,0	1 251,5	0,1	3 279,2	0,2	2 931,1	0,2	801,0	0,0	624,6	0,0
CEDEAO	591 065,9	39,4	641 910,0	43,2	744 488,7	44,9	768 683,5	42,8	959 992,9	44,2	900 162,9	46,5
UEMOA	461 614,1	30,8	486 209,0	32,7	578 864,0	34,9	598 246,5	33,3	802 774,8	37,0	717 846,7	37,1
Bénin	14 943,3	1,0	13 701,7	0,9	11 166,7	0,7	12 062,0	0,7	15 471,9	0,7	11 725,6	0,6
Burkina faso	27 073,6	1,8	32 970,1	2,2	34 663,4	2,1	39 155,6	2,2	39 551,2	1,8	30 433,9	1,6
Côte d'Ivoire	77 971,4	5,2	81 875,2	5,5	85 527,5	5,2	75 205,1	4,2	97 052,3	4,5	119 456,8	6,2
Guinée-Bissau	48 159,7	3,2	35 583,6	2,4	39 307,6	2,4	49 881,0	2,8	49 972,1	2,3	39 917,1	2,1
Mali	260 015,0	17,3	289 731,8	19,5	382 378,5	23,0	401 119,0	22,4	574 129,7	26,5	493 013,5	25,5
Niger	15 270,4	1,0	17 429,5	1,2	10 976,8	0,7	9 082,9	0,5	9 810,4	0,5	12 238,9	0,6
Togo	18 180,8	1,2	14 917,0	1,0	14 843,5	0,9	11 740,9	0,7	16 787,2	0,8	11 061,1	0,6
AUTRES Etats CEDEAO	129 451,7	8,6	155 700,9	10,5	165 624,7	10,0	170 437,0	9,5	157 218,1	7,2	182 316,2	9,4
Dont Nigeria	6 389,5	0,4	5 918,0	0,4	12 601,4	0,8	16 546,6	0,9	14 995,5	0,7	13 722,0	0,7
Gambie	53 303,2	3,6	50 409,1	3,4	62 813,0	3,8	54 236,7	3,0	45 417,6	2,1	64 553,8	3,3
R. Guinée	58 642,9	3,9	50 115,1	3,4	61 391,5	3,7	70 800,2	3,9	78 817,3	3,6	85 380,8	4,4
Mauritanie	31 240,6	2,1	45 625,7	3,1	44 940,9	2,7	41 913,1	2,3	39 741,4	1,8	40 810,2	2,1
Autres clients	427 151,5	28,5	327 723,7	22,1	380 514,0	22,9	375 579,3	20,9	384 985,5	17,7	330 661,1	17,1
Continent américain	46 437,6	3,1	46 575,4	3,1	72 575,3	4,4	74 783,3	4,2	84 004,3	3,9	87 578,1	4,5
Continent asiatique	291 963,1	19,5	306 189,5	20,6	305 142,1	18,4	335 785,8	18,7	482 185,5	22,2	400 918,3	20,7
Continent africain	745 707,5	49,7	715 524,5	48,2	815 642,9	49,2	891 004,6	49,7	1 087 845,8	50,1	1 027 882,3	53,1
Continent européen	398 933,4	26,6	404 227,5	27,2	453 983,9	27,4	395 989,7	22,1	329 266,5	15,2	266 648,6	13,8
Autres	16 432,0	1,1	12 971,7	0,9	11 894,2	0,7	96 452,9	5,4	187 186,3	8,6	151 453,1	7,8

Sources : BCEAO/ANSD/DGPPE

Les expéditions vers les Etats de la CEDEAO non membres de l'UEMOA sont composées, pour l'essentiel, de ciment et de produits alimentaires manufacturés (bouillons et autres préparations alimentaires). Les principaux clients sont la Gambie (3,3% contre 2,1%), la République de Guinée (4,4% contre 3,6%) et le Nigeria (0,7% en 2019 et 2020). Ces pays représentent en 2020, 7,5% des parts de marché des exportations du Sénégal contre 7,2% en 2019.

Le marché européen est la deuxième destination des exportations de marchandises générales¹ avec 13,8% des parts de marché contre 15,2% en 2019. Les expéditions sur ce continent, composées essentiellement de produits halieutiques et horticoles, ont baissé de 19,0% pour s'établir à 266,6 Mds, soit la plus forte contraction enregistrée en 2020, en raison du repli de l'activité économique dans cette zone et des restrictions prises par les Etats pour limiter la propagation de la pandémie.

Les exportations de marchandises du Sénégal en direction de l'Asie ont également connu un net repli (-20,7%) pour se situer à 400,9 Mds après 482,2 Mds en 2019. Cette variation reflète, en particulier, la baisse des livraisons de graines d'arachide et d'acide phosphorique respectivement vers la Chine et l'Inde. Les ventes à destination de ces deux pays concentrent 80,0% des ventes vers l'Asie en 2020 contre 77,5% en 2019.

I.1.1.b. Evolution des exportations de marchandises générales par groupes de produits

La baisse des exportations de marchandises générales a concerné l'essentiel des groupes de produits. Les produits de la chaîne de valeur phosphate ont été les plus impactés, avec une diminution des exportations en valeur de minerais de phosphate, d'acide phosphorique et d'engrais respectivement de 48,5%, 22,5% et 27,8%. Les expéditions de produits arachidières, de produits pétroliers et de coton ont enregistré des baisses respectives de 21,1%, 25,2% et 17,1%.

Tableau 4 : Exportations de marchandises générales par principaux produits (en millions de FCFA)

Produits	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Sel marin	11 602,3	10 957,0	8 682,0	8 165,1	10 272,6	9 822,8
Minerais lourds (Zircon, titane, etc.)	55 069,2	58 524,7	82 469,7	99 744,8	115 423,6	116 197,0
Produits pétroliers	211 954,9	161 364,0	242 944,5	303 947,3	477 716,6	357 523,6
Produits arachidières	86 545,2	75 741,8	65 418,5	63 595,7	153 110,7	120 736,7
Phosphates	34 034,9	18 587,4	18 447,4	16 186,6	22 332,7	11 493,2
Coton	9 074,4	8 598,3	6 523,9	7 026,4	7 031,3	5 783,5
Produits horticoles	44 758,2	51 246,2	62 873,9	81 461,7	101 478,2	95 636,7
Produits de la pêche (poissons, conserves)	203 095,9	217 903,2	236 356,9	274 229,8	330 835,0	277 933,1
Ciment	104 901,3	122 799,1	117 743,3	86 503,3	77 682,2	73 746,0
Acide phosphorique	94 046,0	115 550,6	95 973,9	157 229,5	195 699,5	151 645,5
Engrais	6 218,0	10 191,3	18 935,3	26 048,0	29 452,1	21 257,8
Articles manufacturés	71 115,8	72 241,2	83 635,9	88 771,7	67 879,7	90 169,5
Autres produits d'exportation	636 569,8	627 585,6	710 306,5	802 768,7	857 752,1	929 400,6
TOTAL (Commerce Général FOB non ajusté)	1 568 985,9	1 551 290,4	1 750 311,6	2 015 678,7	2 446 666,4	2 261 346,1
Ajustements de valeur	79 851,0	73 379,6	64 417,7	68 047,0	80 876,0	76 154,8
Ajustements de chronologie	-17 888,4	-14 253,1	-18 245,2	-14 394,7	-16 320,0	-13 467,2
Ajustements de champ couvert	-131 474,8	-124 928,3	-137 245,6	-275 314,8	-340 734,0	-389 553,3
EXPORTATIONS FOB AJUSTEES	1 499 473,7	1 485 488,6	1 659 238,5	1 794 016,2	2 170 488,4	1 934 480,5

Sources : BCEAO/ANSD

¹ Les marchandises générales ne prennent pas en compte l'or non monétaire.

I.1.1.b.1 - Exportations de produits agricoles et halieutiques

Les exportations de produits arachidiers sont constituées essentiellement de graines d'arachide (113,7 Mds contre 111,5 Mds) et d'huile brute (6,8 Mds contre 41,3 Mds).

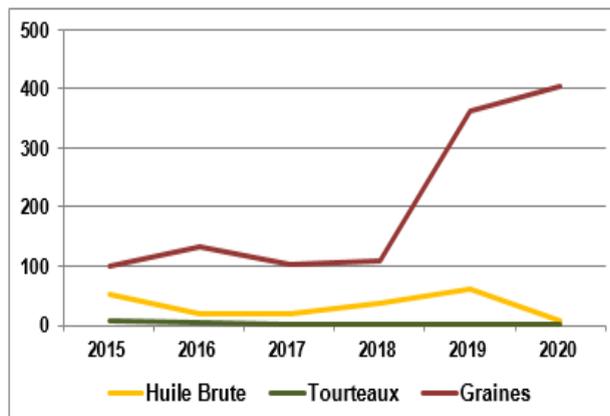
Les livraisons de graines d'arachide, orientées principalement vers la Chine, se sont accrues de 1,9%, tandis que les expéditions d'huile brute se sont inscrites en retrait, passant de 41,3 Mds en 2019 à 6,8 Mds en 2020. Les exportations de tourteaux sont ressorties à 241,4 millions contre 276,2 millions en 2019.

Au cours de la période sous revue, les exportations des produits horticoles se sont chiffrées à 95,6 Mds contre 101,5 Mds, soit une baisse de 5,8%. Les exportations de produits horticoles ont enregistré une progression moyenne de 22,8% entre 2016 et 2019, la baisse observée en 2020 est imputable essentiellement aux contraintes logistiques engendrées par la crise sanitaire.

Les produits horticoles sont constitués de légumes, à hauteur de 54,0%, et de fruits (46,0%). Les ventes sont effectuées essentiellement à destination du continent européen.

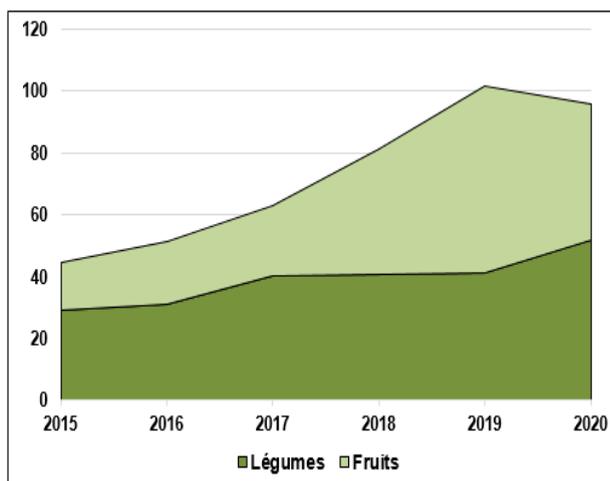
Les mesures prises par les différents pays pour endiguer la propagation de la pandémie de la Covid-19 se sont ressenties négativement sur les exportations de produits halieutiques du Sénégal. Elles se situent à 321,7 Mds contre 375,9 Mds, soit 13,3% des ventes extérieures de biens (cf tableau 5), et sont constituées de produits congelés (263,3 Mds), de conserves (29,8 Mds), de produits frais (19,5 Mds) et de produits transformés (9,1 Mds).

Graphique 5 : Volume des exportations de produits arachidiers (en milliers de tonnes)



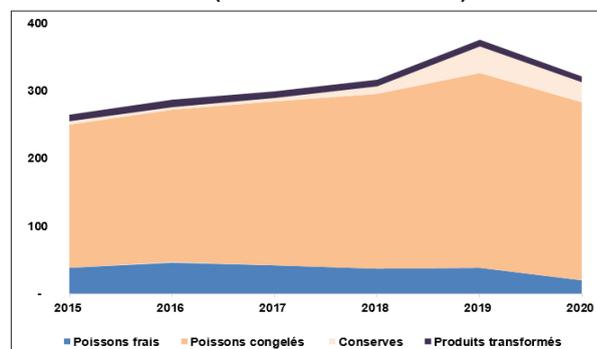
Sources : BCEAO / ANSD

Graphique 6 : Volume des exportations de produits horticoles (en milliers de tonnes)



Sources : BCEAO / ANSD

Graphique 7 : Exportations de produits halieutiques (en milliers de tonnes)



Sources : BCEAO / ANSD

I.1.1.b.2 - Exportations de produits miniers, chimiques et pétroliers

L'or non monétaire est, depuis 2018, le premier produit d'exportation du Sénégal, les expéditions y relatives ont atteint 473,1 Mds en 2020 contre 420,6 Mds en 2019. Une progression de 12,5% est observée en 2020, tandis que sur les cinq dernières années, les exportations du métal jaune se sont accrues en moyenne de 23,4%.

L'or non monétaire est exporté vers l'Europe et les Emirats Arabes Unis.

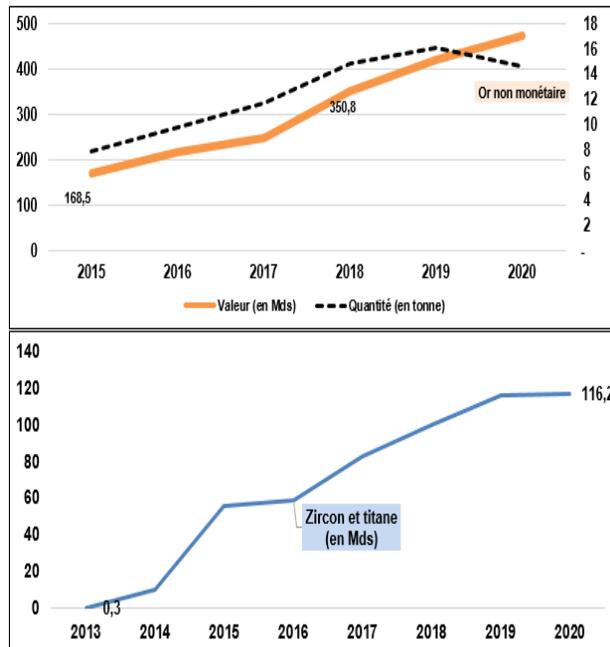
Les exportations de zircon et de titane sont ressorties en relative stabilité en 2020 (+0,6%). Le ralentissement de la production et des exportations est imputable aux mesures de distanciation instaurées dans les chantiers dans le contexte de la crise sanitaire.

Les exportations de produits chimiques (engrais et acide phosphorique) ont fléchi de 29,1 % pour s'établir à 171,1 Mds contre 241,2 Mds en 2019.

Le repli des ventes à l'extérieur est à mettre en relation avec une réduction des capacités de production au niveau des principaux sites miniers, imposée par le contexte de crise sanitaire.

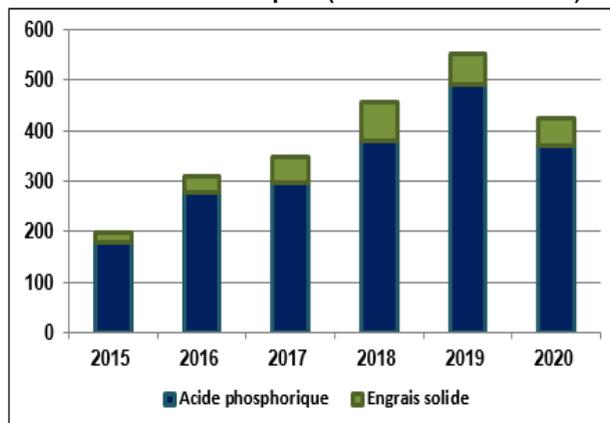
Il convient de rappeler que les exportations d'acide phosphorique sont à destination de l'Inde quasi-exclusivement.

Graphique 8 : Exportations d'or non monétaire de zircon et de titane



Sources : BCEAO/ANSD

Graphique 9 : Volume des exportations de produits chimiques (en milliers de tonnes)

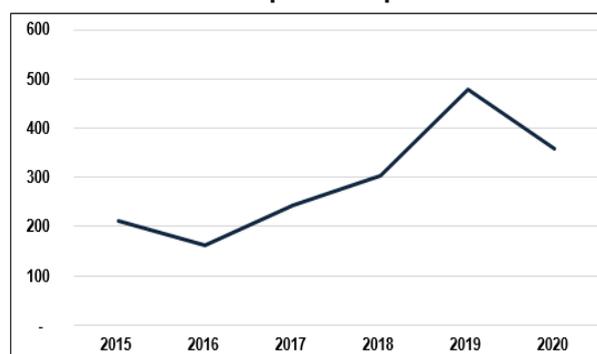


Sources : BCEAO/ANSD

En ce qui concerne les expéditions de produits pétroliers raffinés, elles se sont repliées de 21,4% en 2020 pour s'établir à 375,5 Mds après 477,7 Mds en 2019. La baisse observée est imputable essentiellement à celle des prix (-20,1%).

Les ventes de produits pétroliers sont destinées à approvisionner les pays de l'Hinterland, en particulier le Mali, et à fournir des provisions de bord aux navires et aux aéronefs.

Graphique 10 : Evolution des exportations de produits pétroliers



Sources : BCEAO/ANSD

Tableau 5 : Exportations de marchandises générales ajustées (en millions, en milliers de tonnes, en FCFA/kg)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Sel marin	10 883,0	17 547,3	16 453,7	13 161,1	12 431,8	21 794,2	20 839,9
Volume	203,4	342,8	363,7	286,9	250,9	403,0	374,8
Prix	53,5	51,2	45,2	45,9	49,5	54,1	55,6
Produits Pétroliers	233 343,6	211 954,9	161 364,0	242 944,5	303 947,3	477 716,6	357 523,6
Volume	655,7	578,2	554,1	803,0	797,3	1 458,4	1 366,8
Prix	355,9	366,6	291,2	302,6	381,2	327,6	261,6
Produits arachidières	29 545,1	86 545,2	75 741,8	65 418,5	63 595,7	153 110,7	120 736,7
Huile Brute	20 783,7	38 952,5	15 215,5	16 607,1	23 830,3	41 323,7	6 790,8
Quantité	31,7	52,3	19,5	20,0	36,9	60,4	8,9
Prix	656,0	754,5	778,6	832,3	645,0	684,7	764,3
Tourteaux	3 997,0	1 640,6	559,0	417,7	174,4	276,2	241,4
Quantité	17,0	8,5	5,2	2,3	0,8	1,5	0,8
Prix	118,0	192,5	107,4	184,6	210,0	188,3	293,6
Graines	4 764,4	45 952,1	59 967,3	48 393,7	39 590,9	111 510,7	113 704,5
Quantité	12,5	99,8	133,8	102,5	109,8	362,1	403,3
Prix	380,1	460,6	448,2	472,0	360,5	308,0	281,9
Phosphates	16 170,0	34 034,9	18 587,4	18 447,4	16 186,6	22 332,7	11 493,2
Quantité	500,6	752,4	472,6	502,4	500,1	467,5	171,1
Prix	27,6	45,2	39,3	36,7	32,4	47,8	67,2
Coton	12 819,0	9 074,4	8 598,3	6 523,9	7 026,4	7 031,3	5 783,5
Quantité	13,5	12,7	11,6	7,9	7,8	8,1	7,2
Prix	953,2	714,7	744,0	827,6	906,1	863,9	807,2
Ciment	82 393,0	90 902,0	106 446,2	106 339,8	88 262,0	77 682,2	73 746,0
Quantité	1 920,6	2 052,9	2 614,6	2 627,8	2 239,3	1 946,8	1 802,5
Prix	42,9	44,3	40,7	40,5	39,4	39,9	40,9
Produits de Pêche	232 963,2	264 980,0	287 336,4	299 443,1	316 497,7	375 873,6	321 712,5
Poissons frais	40 834,1	38 517,5	46 232,6	41 570,5	36 843,3	38 300,6	19 495,2
Quantité	6,4	6,3	6,9	6,1	5,4	5,7	3,2
Prix	6 423,4	6 160,0	6 677,4	6 784,3	6 825,0	6 765,7	6 113,4
Poissons congelés	178 236,0	211 774,5	225 539,3	242 150,7	258 167,0	287 625,1	263 299,5
Quantité	129,8	157,1	165,0	182,8	197,0	237,5	237,6
Prix	1 373,1	1 348,4	1 367,3	1 324,9	1 310,3	1 211,0	1 108,4
Conserves	4 867,4	4 990,0	3 335,4	6 085,3	11 735,1	40 183,4	29 827,1
Quantité	3,3	3,6	2,5	3,3	6,4	23,7	19,7
Prix	1 472,9	1 377,2	1 331,8	1 833,8	1 839,3	1 695,0	1 512,2
Produits transformés	9 025,7	9 698,0	12 229,2	9 636,6	9 752,2	9 764,5	9 090,7
Quantité	5,6	6,1	8,1	5,4	5,5	5,1	5,2
Prix	1 609,4	1 577,2	1 509,6	1 770,2	1 775,9	1 897,1	1 748,2
Produit ICS	62 106,8	90 429,9	134 860,1	141 614,4	222 074,6	241 191,0	171 140,8
Acide phosphorique	46 390,0	84 128,4	124 056,8	121 628,3	194 573,8	219 160,0	151 645,5
Quantité	135,2	180,1	277,2	296,0	381,0	492,5	369,9
Prix	343,0	467,2	447,6	410,9	510,7	445,0	409,9
Engrais solide	15 716,8	6 301,5	10 803,3	19 986,1	27 500,9	22 031,0	19 495,2
Quantité	50,5	18,5	31,4	51,0	75,6	57,9	53,0
Prix	311,4	339,8	344,4	391,9	363,7	380,2	368,0
Zircon et titane	9 918,1	55 069,2	58 524,7	82 469,7	99 744,8	115 423,6	116 197,0
Autres	599 397,7	638 935,9	617 575,9	682 876,1	664 249,2	678 332,5	735 307,2
EXPORTATIONS FOB AJUSTEES	1 289 539,5	1 499 473,7	1 485 488,6	1 659 238,5	1 794 016,2	2 170 488,4	1 934 480,5

Sources : ANSD/BCEAO

I.1.2. Importations de biens

Les achats de biens à l'étranger (valeur FOB) sont évalués à 4.020,0 Mds contre 4.282,1 Mds en 2019, soit une contraction de 6,1%. En dehors des biens alimentaires et des produits de consommations courantes, les approvisionnements à l'étranger se sont inscrits en baisse. L'évolution observée est imputable au fléchissement des cours mondiaux et de la demande intérieure en produits pétroliers. Un repli de la demande est enregistré pour les biens d'équipement et les biens intermédiaires. La baisse des importations de matériel de transport est liée notamment aux restrictions de voyage, alors que le ralentissement de l'activité dans l'industrie a eu un effet négatif sur les achats de biens intermédiaires.

I.1.2.a. Orientation géographique des importations

En 2020, le continent européen demeure le premier fournisseur du Sénégal avec 53,3% des parts de marché évaluées à 2.404,0 Mds contre 55,4% en 2019 (2.656,2 Mds). Avec 41,5% des parts de marché, les pays de l'Union Européenne sont les premiers fournisseurs du Sénégal. Les importations en provenance du continent européen sont composées essentiellement de produits pétroliers, de biens d'équipement ainsi que de produits pharmaceutiques. La France est le premier partenaire commercial du Sénégal avec 15,6% des approvisionnements (704,0 Mds).

Les importations en provenance du continent asiatique se sont également inscrites en retrait de 7,4% pour s'établir à 1.110,7 Mds contre 1.200,2 Mds l'année précédente. Elles représentent 24,5% des parts de marché contre 25,0% en 2019. Le recul des ordres d'achat sur ce continent concerne principalement la Chine (413,9 Mds ; -18,9%). Toutefois, les achats en direction de l'Inde se sont orientés à la hausse (+18,5%) et sont constitués essentiellement de riz et de matériel de transport.

Tableau 6 : Orientation géographique des importations (valeur en millions de FCFA)

	2015		2016		2017		2018		2019		2020	
	Valeur	%										
Importations CAF	3 334 831,3	100,0	3 221 960,3	100,0	3 905 751,5	100,0	4 503 633,3	100,0	4 791 492,7	100,0	4 509 601,7	100,0
Union Européenne	1 337 308,2	40,1	1 239 484,6	38,5	1 508 590,7	38,6	1 697 953,9	37,7	2 099 570,0	43,8	1 872 645,4	41,5
dont : France	545 332,9	16,4	511 525,8	15,9	574 972,8	14,7	569 283,9	12,6	801 136,7	16,7	703 962,5	15,6
Etats-Unis	87 598,8	2,6	72 060,3	2,2	81 443,2	2,1	112 052,4	2,5	93 604,8	2,0	117 553,7	2,6
Japon	77 110,6	2,3	73 128,1	2,3	70 192,9	1,8	79 273,0	1,8	82 178,8	1,7	62 936,7	1,4
Inde	210 020,4	6,3	245 164,4	7,6	285 261,9	7,3	288 810,8	6,4	162 279,6	3,4	192 428,9	4,3
Thaïlande	62 259,9	1,9	58 727,1	1,8	83 403,6	2,1	67 992,6	1,5	68 887,3	1,4	42 734,8	0,9
Chine	323 610,6	9,7	331 724,6	10,3	380 181,2	9,7	498 348,6	11,1	510 372,3	10,7	413 904,5	9,2
CEDEAO	453 046,6	13,6	470 866,9	14,6	555 304,4	14,2	640 910,8	14,2	500 727,6	10,5	506 439,6	11,2
UEMOA	185 162,5	5,6	185 231,4	5,7	157 124,2	4,0	211 855,7	4,7	204 808,1	4,3	229 064,3	5,1
Bénin	885,7	0,0	543,9	0,0	1 826,7	0,0	518,6	0,0	707,9	0,0	1 112,1	0,0
Burkina faso	3 477,8	0,1	4 313,7	0,1	7 306,3	0,2	5 905,1	0,1	5 590,2	0,1	6 632,9	0,1
Côte d'Ivoire	75 579,6	2,3	75 433,1	2,3	79 328,1	2,0	68 838,8	1,5	80 738,3	1,7	78 426,8	1,7
Guinée-Bissau	3 770,3	0,1	3 890,2	0,1	6 044,7	0,2	3 914,7	0,1	5 669,4	0,1	3 348,9	0,1
Mali	92 067,8	2,8	94 158,8	2,9	50 494,6	1,3	126 079,6	2,8	102 050,7	2,1	102 474,8	2,3
Niger	787,6	0,0	738,4	0,0	3 620,2	0,1	1 111,3	0,0	1 922,2	0,0	1 476,2	0,0
Togo	8 593,6	0,3	6 153,3	0,2	8 503,6	0,2	5 487,6	0,1	8 129,4	0,2	35 592,5	0,8
Autres Etats CEDEAO	291 884,2	8,8	285 635,5	8,9	398 180,2	10,2	429 055,1	9,5	295 919,5	6,2	277 375,2	6,2
Dont Nigeria	267 950,7	8,0	249 594,1	7,7	309 405,4	7,9	388 948,5	8,6	245 564,0	5,1	257 198,1	5,7
Gambie	642,6	0,0	138,0	0,0	1 766,0	0,0	4 568,7	0,1	1 792,4	0,0	10 440,7	0,2
R. Guinée	4 190,9	0,1	1 952,2	0,1	2 910,6	0,1	5 739,2	0,1	1 068,5	0,0	1 320,9	0,0
Mauritanie	2 927,5	0,1	5 224,9	0,2	3 629,9	0,1	6 956,9	0,2	3 339,0	0,1	7 960,6	0,2
Autres fournisseurs	780 948,8	23,4	725 579,4	22,5	937 743,8	24,0	1 111 334,3	24,7	1 270 533,1	26,5	1 292 997,6	28,7
Continent américain	215 917,5	6,5	218 512,4	6,8	274 989,9	7,0	276 370,4	6,1	283 030,2	5,9	328 572,8	7,3
Continent asiatique	864 346,6	25,9	949 689,2	29,5	1 114 292,2	28,5	1 259 884,3	28,0	1 200 217,1	25,0	1 110 747,5	24,6
Continent africain	648 580,5	19,4	549 144,5	17,0	654 347,7	16,8	858 459,9	19,1	619 785,3	12,9	645 837,0	14,3
Continent européen	1 573 319,3	47,2	1 456 244,0	45,2	1 827 091,1	46,8	2 081 006,4	46,2	2 656 155,8	55,4	2 404 005,4	53,3
Autres	32 667,3	1,0	48 370,2	1,5	35 030,6	0,9	27 912,3	0,6	14 743,1	0,3	20 439,1	0,5

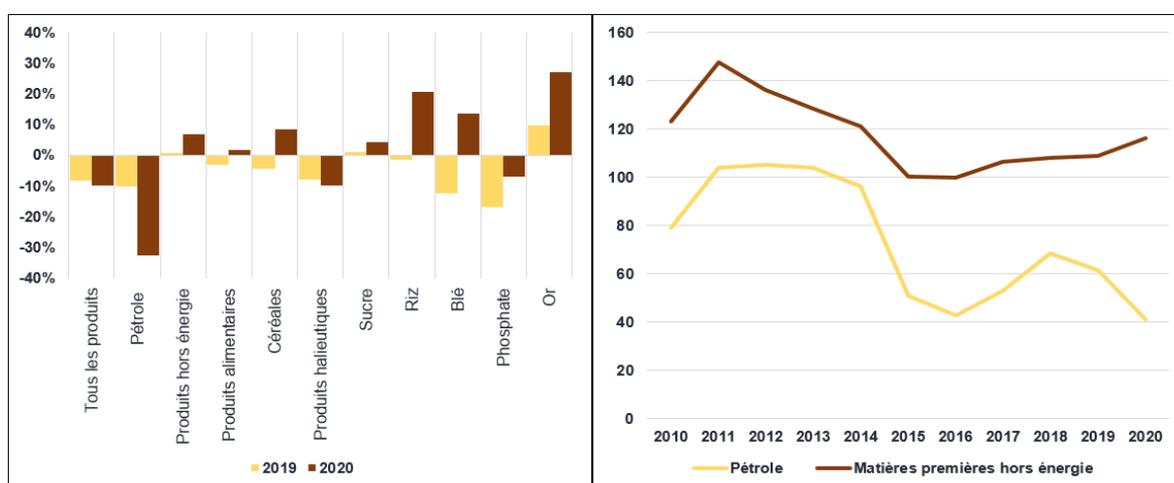
Sources : ANSD/BCEAO

La part du continent africain dans les importations totales a augmenté de 1,4 point pour s'établir à 14,3% (645,8 Mds contre 619,9 Mds l'année précédente). Les pays de la CEDEAO ont fourni 11,2% (506,4 Mds) des acquisitions à l'étranger, dont 5,1% (229,1 Mds) en provenance des pays de l'UEMOA. Les approvisionnements en provenance des pays de la CEDEAO, non membres de l'UEMOA, sont constitués essentiellement d'hydrocarbures non raffinés en provenance du Nigeria, principal fournisseur du Sénégal au sein de la Communauté.

Encadré B : Evolution des cours des matières premières

S'agissant des matières premières, la crise sanitaire a eu un impact négatif sur la demande de produits de base. En moyenne, les prix des produits énergétiques sont ressortis en baisse de 31,7% en 2020, tandis que l'indice des prix à la consommation hors énergie s'est accru de 3%. Pour leur part, les métaux précieux se sont renchérissés de 26,6%.

Evolution des prix des matières premières



Source : FMI

Sur le marché pétrolier, le cours du baril a baissé de 32,7% en s'établissant, en moyenne, à 41,1 dollars US, soit son plus bas niveau depuis 16 ans. Cette évolution s'explique du côté de la demande, par la contraction de l'activité économique et les restrictions sur les déplacements domestiques et internationaux. Du côté de l'offre, les prix du pétrole ont été affectés par les décisions des pays de l'OPEP relatives à la réduction de la production, à compter du 1^{er} mai 2020, de 9,7 millions de barils par jour (mb/j) sur deux mois, puis de 7,7 mb/j jusqu'à fin décembre 2020. Pour sa part, le prix du gaz naturel a diminué de 25,1%, tiré par les cours sur les marchés américain (-21,6%) et européen (-32,5%), en lien notamment avec la faiblesse de la consommation mondiale.

Au titre des métaux précieux, la forte montée des incertitudes en 2020 a renforcé le statut de valeur refuge de l'or, induisant une hausse du cours de l'once de 27,1% à 1.770 dollars US.

Au sein de l'UEMOA, la hausse des cours des matières premières exportées a été localisée au niveau des produits non énergétiques avec notamment les huiles (+24,0%), le cacao (+1,3%), l'uranium (+13,6%), l'or (+27,1%) et le bois grume (+1,1%). En revanche, les cours ont été orientés à la baisse pour le coton (-5,4%), le café (-7,5%), le caoutchouc (-6,3%), le zinc (-11,1%), les phosphates (-13,5%) et la noix de cajou (-41,1%).

S'agissant des produits alimentaires importés par l'Union, hormis le maïs (-5,3%), une pression sur les prix a été observée notamment sur le sucre (+1,1%), le blé (+10,7%) et le riz (+19,6%).

I.1.2.b. Composition des importations de biens

L'analyse des importations par groupes de produits fait ressortir notamment une réduction de la facture pétrolière (-15,7%) ainsi que des importations de biens d'équipements (-15,4%) et intermédiaires (-2,6%). Il a été relevé toutefois une progression des importations de produits alimentaires (+11,0%). La dynamique des importations s'explique par la contraction de la demande intérieure ainsi que celle des cours mondiaux de produits pétroliers.

Tableau 7 : Importations (CAF) de marchandises générales (en millions de FCFA)

PRODUITS	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Produits alimentaires	629 708,4	618 393,2	767 654,2	788 143,2	781 259,7	867 207,3
Autres biens de consommation	389 915,5	366 080,8	410 711,9	440 225,0	458 451,6	481 804,0
Produits pétroliers	778 698,1	637 408,4	856 133,2	1 254 412,1	1 234 317,6	1 040 859,8
Biens intermédiaires	624 474,0	644 891,3	777 186,1	932 192,6	964 538,3	939 818,7
Biens d'équipement	848 600,7	856 972,1	974 300,0	961 047,9	1 184 805,4	1 002 533,4
Produits divers	87 585,9	94 747,8	122 720,5	111 977,7	150 555,8	162 186,0
Total (Commerce Général CAF non ajusté)	3 358 982,5	3 218 493,5	3 908 705,9	4 487 998,5	4 773 928,3	4 494 409,4
Ajust. de valeur	-13 878,5	-9 926,8	-11 425,1	-12 853,3	-10 851,7	-11 458,7
Ajust. de chronologie	-46 921,4	-38 768,1	-33 651,5	-31 809,1	-35 742,9	-30 514,7
Ajust. de champ couvert	46 248,8	52 161,7	42 122,2	60 297,2	64 159,1	57 165,7
IMPORTATIONS TOTALES CAF AJUSTEES	3 344 431,3	3 221 960,3	3 905 751,5	4 503 633,3	4 791 492,7	4 509 601,7

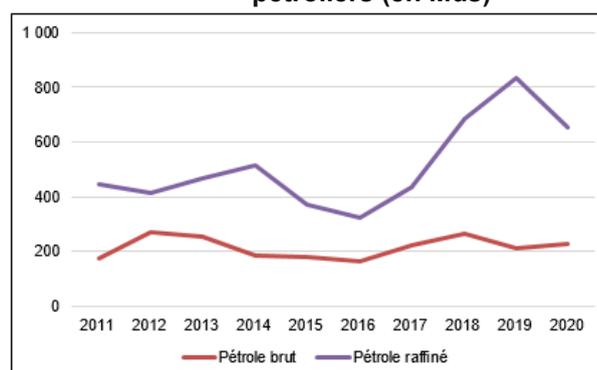
Sources : ANSD/BCEAO

- **Les produits pétroliers**

Les importations de produits pétroliers ont suivi le repli des cours du baril de pétrole et de la demande intérieure. La baisse des cours mondiaux (-32,7%) est imputable au ralentissement de l'activité économique en relation avec la pandémie de la Covid-19.

Sous ces conditions, les importations en valeur de produits pétroliers sont ressorties en baisse de 15,9% à 927,9 Mds, les achats de produits finis ont reculé de 21,4% à 653,9 Mds, tandis que les achats de produits bruts se sont accrus de 7,1% pour atteindre 226,3 Mds.

Graphique 11 : Importations de produits pétroliers (en Mds)



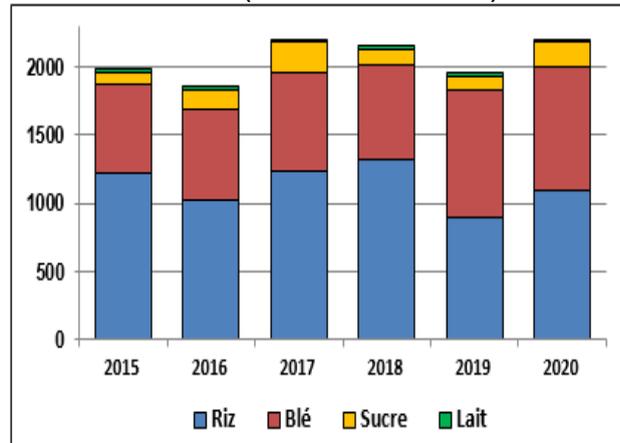
Sources : BCEAO / ANSD

- **Les produits alimentaires**

En 2020, les importations de produits alimentaires, valeur FOB, ont progressé de 10,7% à 773,1 Mds. Elles représentent 19,2% des achats de marchandises générales. La facture alimentaire s'est ressentie de la hausse des approvisionnements en riz qui sont passés de 177,7 Mds à 219,3 Mds.

Il a également été relevé un accroissement des achats de blé (+1,9%), de sucre (+83,1%) ainsi que de produits laitiers (+5,6%). Ces évolutions s'expliquent en partie par la hausse des cours mondiaux.

Graphique 12 : Importations de produits alimentaires (en milliers de tonnes)

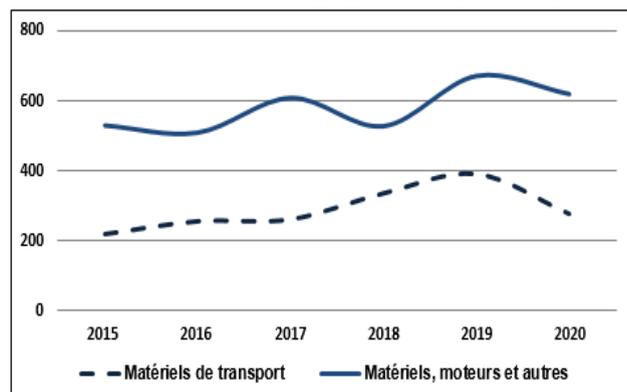


Sources : BCEAO / ANSD

- **Les biens d'équipement**

Les acquisitions de biens d'équipement ont représenté 22,2% des importations contre 24,7% en 2019. Elles sont composées, pour l'essentiel, de matériel de transport et de machines et moteurs. Les achats de biens d'équipement sont évalués à 893,8 Mds contre 1.058,6 Mds en 2019, soit une baisse de 15,6%. Le recul des importations en 2020 reflète la diminution de la demande intérieure, sous l'effet des restrictions de déplacement et de la baisse de l'activité dans le secteur du transport routier.

Graphique 13 : Importations de biens d'équipement (en Mds)



Sources : BCEAO/ANSD

Tableau 8 : Importations de marchandises générales ajustées (FOB en Mds de FCFA, Volume en milliers de tonnes)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Produits alimentaires	526,6	554,1	550,4	683,2	705,8	698,1	773,1
Riz	181,0	199,2	170,3	221,7	238,5	177,7	219,3
Volume	1 156,6	1 220,5	1 026,2	1 236,1	1 323,1	897,4	1 097,0
Prix	156,5	163,2	165,9	179,4	180,3	198,0	199,9
Blé	77,6	78,1	69,7	79,4	79,2	96,8	98,6
Volume	614,8	654,2	668,5	728,8	698,2	937,2	905,6
Prix	126,2	119,4	104,2	108,9	113,4	103,3	108,8
Sucre	20,0	23,2	43,3	62,9	26,5	27,8	50,9
Volume	73,7	89,0	135,3	215,8	107,4	101,8	179,1
Prix	271,2	261,2	320,4	291,3	246,5	273,2	284,4
Lait	36,5	36,9	32,9	30,4	31,4	30,4	32,1
Volume	23,3	30,2	32,4	26,6	26,3	24,8	24,4
Prix	1 563,7	1 224,3	1 012,9	1 142,5	1 191,0	1 223,3	1 317,7
Autres	211,6	216,6	234,2	288,8	330,2	365,3	372,1
Volume	656,6	559,7	625,3	739,3	805,4	643,2	615,2
Prix	322,3	387,0	374,6	390,7	410,0	567,9	604,9
Produits pétroliers	738,5	588,9	521,9	709,5	1 033,6	1 102,9	927,9
Produits brut	186,6	177,7	161,3	224,3	266,4	211,2	226,3
Volume	648,2	987,8	996,0	1 198,4	1 120,9	960,8	1 294,5
Prix	287,8	179,9	161,9	187,2	237,7	219,9	174,8
Produits finis	514,7	369,5	322,2	433,9	684,8	831,6	653,9
Volume	1 596,2	1 545,4	1 522,8	1 726,5	2 278,4	2 990,7	2 954,1
prix	322,5	239,1	211,6	251,3	300,6	278,1	221,3
Autres produits pétroliers	37,3	41,7	38,5	51,4	82,4	60,0	47,8
Biens intermédiaires	524,0	549,5	574,0	691,7	834,8	861,8	837,8
Biens d'équipement	574,4	746,8	762,7	867,1	860,6	1 058,6	893,8
Matériels de transport	191,4	219,7	256,2	261,6	335,6	390,6	277,2
Matériels & moteurs	269,0	370,0	353,5	384,5	348,7	425,1	377,4
Autres	113,9	157,0	153,0	221,0	176,3	243,0	239,1
Autres biens	492,0	503,8	458,6	524,5	598,2	559,8	587,7
IMPORTATIONS FOB AJUSTEES	2 855,6	2 943,1	2 867,5	3 476,1	4 033,0	4 281,2	4 020,3
Fret et assurances	389,4	401,3	354,4	429,6	470,6	510,3	489,3
IMPORTATIONS CAF AJUSTEES	3 245,0	3 344,4	3 222,0	3 905,8	4 503,6	4 791,5	4 509,6

Sources : BCEAO/ANSD

Encadré C : Ajustement des données du Commerce extérieur

Les données nécessaires à l'élaboration de la balance des paiements sont tirées de plusieurs sources notamment, les statistiques du commerce international des biens, les enquêtes auprès des entreprises et les données fournies par les partenaires économiques et financiers.

Les Statistiques du Commerce International de Marchandises (SCIM) sont les principales sources d'informations sur les produits échangés (importation et exportation). Elles peuvent être établies sur la base du commerce spécial ou général. Le second système est recommandé, aux fins des statistiques des comptes internationaux, en ce qu'il retrace les mouvements des biens qui entrent sur le territoire économique, y compris dans les entrepôts de douane et dans les zones franches. Pour une meilleure appréciation des échanges sur les principaux produits importés et exportés, les informations sont complétées par les données recueillies auprès des opérateurs économiques.

En effet, les données fournies par la Douane font état du mouvement physique des biens qui franchissent la frontière, tandis que pour la balance des paiements, les transactions sur marchandises générales sont enregistrées à la date de transfert de propriété aux prix du marché. Les biens sont considérés comme changeant de propriétaire lorsque les parties comptabilisent les biens dans leurs livres comme actifs réels et apportent les modifications correspondantes à leurs actifs et passifs financiers.

La disponibilité des différentes informations permet de procéder à des ajustements pour répondre à la méthodologie d'établissement de la balance des paiements, en termes de champ couvert, de transfert de propriété et d'évaluation des transactions.

Ajustements de champ couvert : les statistiques du commerce extérieur sont ajustées des données du commerce frontalier ainsi que des estimations des services douaniers sur le commerce frauduleux. Par ailleurs, un reclassement des exportations d'or non monétaire est effectué pour tenir compte de l'exclusion de ce produit du champ des marchandises générales, conformément à la méthodologie de la sixième édition du manuel de la balance des paiements.

Ajustements de chronologie : ils sont fondés sur le fait que les transactions enregistrées sont celles effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année, la date de chaque opération étant celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur. L'ajustement de chronologie permet de corriger l'écart issu des décalages entre les dates d'enregistrement de certaines transactions respectivement par les services douaniers et les opérateurs.

Ajustements de valeur : un problème d'évaluation se pose dans certains cas, en raison notamment de l'utilisation de valeurs spécifiques dans les statistiques douanières, dans la mesure où de telles valeurs peuvent être différentes de celles obtenues en appliquant les prix de marché qui doivent être retenus pour la valorisation des marchandises en balance des paiements.

En pratique, pour chaque produit, le prix du marché est obtenu à partir d'une moyenne pondérée des prix déclarés par les opérateurs. L'écart entre le prix de marché et celui résultant des statistiques douanières, appliqué aux quantités déclarées par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs douanières.

I.2- BALANCE DES SERVICES

Dans un contexte marqué par le développement des projets pétroliers et gaziers et les impacts négatifs de la crise sanitaire sur le secteur touristique, la balance des services est ressortie à -1.017,2 Mds en 2020, en détérioration de 751,2 Mds comparativement à son niveau de l'année précédente. Cette évolution est attribuable à la dégradation des postes "autres services" (-665,4 Mds contre -13,2 Mds), induite par le relèvement des importations de services nécessaires au développement des projets pétroliers et gaziers, en particulier les services de Recherche et Développement (-551,7 Mds contre -114,4 Mds), "construction" (-153,3 Mds contre +20,2 Mds), et "voyages" (41,8 Mds contre 200,3 Mds). Néanmoins, il convient de souligner que la crise sanitaire a entraîné une atténuation de 59,4 Mds du déficit du poste "transports", en relation avec la contraction des dépenses effectuées par les résidents à l'endroit des compagnies aériennes étrangères.

Tableau 9 : Evolution des principaux soldes de la balance des services (en millions de FCFA)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Transports	-340 631,8	-328 155,2	-390 390,1	-429 762,8	-453 086,7	-393 646,3
<i>dont Fret</i>	-301 592,7	-287 929,3	-345 680,0	-387 906,2	-417 074,7	-403 446,4
Voyages	138 985,7	144 104,1	154 222,1	180 977,7	200 348,9	41 778,5
Autres Services	133 146,1	111 291,9	116 751,3	95 037,4	-13 156,3	-665 352,6
Services	-68 500,0	-72 759,2	-119 416,7	-153 747,7	-265 894,1	-1 017 220,4

Source : BCEAO

I.2.1. Transports

Le déficit au titre des services de transport s'est inscrit en baisse, passant de -453,1 Mds en 2019 à -393,6 Mds en 2020, soit une amélioration de 59,4 Mds attribuable à l'atténuation des déficits des transports aériens et du fret. Ces évolutions résultent respectivement de la fermeture des frontières aériennes, intervenue sur les premiers mois de l'année 2020, et du léger recul des importations de marchandises.

Tableau 10 : Evolution des transports (en millions de FCFA)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Passagers	-47 235,2	-47 912,2	-53 129,0	-51 291,6	-46 689,6	-1 241,3
Fret (net)	-301 592,7	-287 929,3	-345 680,0	-387 906,2	-417 074,7	-403 446,4
Autres activités connexes	8 196,3	7 686,3	8 256,0	9 435,0	10 677,6	10 876,4
Solde	-340 631,8	-328 155,2	-390 390,1	-429 762,8	-453 086,7	-393 646,3

Source : BCEAO

I.2.2. Voyages

Le poste "voyage" a été particulièrement affecté par les mesures restrictives prises par les différents Etats pour contenir la propagation de la pandémie Covid-19. Ainsi, l'excédent du poste s'est inscrit en recul pour les voyages de tourisme, tandis que ceux à vocation professionnelle ont augmenté. Les mesures de restriction à la mobilité ont entraîné un fléchissement des recettes de 372,9 Mds comparativement à l'année précédente.

Tableau 11 : Evolution du poste voyages (en millions de FCFA)

Années		2015	2016	2017	2018	2019	2020
Voyages		138 985,7	144 104,1	154 222,1	180 977,7	200 348,9	41 778,5
A titre professionnel	recettes	44 199,1	46 227,4	48 594,2	55 941,6	60 163,0	17 170,5
	dépenses	38 748,0	42 054,9	43 123,1	44 153,4	47 939,1	3 840,2
A titre personnel	recettes	173 668,1	184 706,4	195 332,6	219 749,2	242 085,9	53 500,4
	dépenses	40 133,5	44 774,8	46 581,6	50 560,0	53 960,8	25 052,2

Source : BCEAO

I.2.3. Autres services

Au cours de la période sous revue, le solde du compte des “autres services” est ressorti déficitaire à -665,3 Mds contre -13,2 Mds en 2019. La dégradation du déficit est imputable essentiellement aux dépenses au titre des autres services (534,5 Mds contre 78,9 Mds) effectuées par les promoteurs dans le cadre de la phase de développement des projets pétroliers et gaziers. Cette évolution a été confortée par une progression de 173,6 Mds des paiements de services destinés aux travaux de construction desdits projets.

En revanche, le solde du compte des services de télécommunications et celui des biens et services des administrations publiques se sont inscrits en retrait respectivement de 25,1 Mds et 4,4 Mds. Le déficit du compte des services d'assurance et de retraite s'est, pour sa part, atténué de 7,5 Mds en variation annuelle.

Tableau 12 : Evolution des autres services (en millions de FCFA)

Rubriques	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Autres services	133 146,1	111 291,9	116 751,2	95 037,4	-13 156,3	-665 352,6
Travaux de construction	6 755,1	9 473,7	17 058,7	22 397,7	20 215,6	-153 303,9
Services d'assurance et de retraite	-60 874,8	-62 052,9	-63 772,4	-65 626,0	-69 264,6	-61 792,0
Services financiers	-403,3	-703,1	-647,5	532,2	764,6	510,2
Services des télécommunications	83 392,9	72 372,1	62 251,2	45 164,5	30 123,8	4 986,2
Autres services aux entreprises	32 969,8	22 736,5	22 449,6	8 792,7	-82 992,7	-538 498,4
Biens et services des administrations non considérés ailleurs	74 139,6	69 465,6	79 411,6	83 776,3	87 997,0	83 635,3

Source : BCEAO

I.3. COMPTE DE REVENU PRIMAIRE

Le compte de revenu primaire enregistre les revenus tirés de la production, en particulier les rémunérations des salariés, les revenus d'investissement ainsi que les autres revenus primaires (loyers, impôts et subventions sur les produits et la production). Structurellement déficitaire, le solde du compte de revenu primaire s'est atténué de 41,8 Mds et se situe à -341,9 Mds en 2020, sous l'effet d'une diminution du déficit des revenus des investissements (-37,2 Mds) et d'une augmentation de l'excédent des rémunérations des salariés (+4,9 Mds).

Tableau 13 : Evolution des soldes du compte de revenu primaire (en millions de FCFA)

Rubriques	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Rémunération des salariés	53 975,1	55 776,2	59 154,7	60 049,9	69 056,2	73 945,2
Revenus des investissements	-290 331,9	-356 103,3	-405 235,0	-401 337,8	-460 922,9	-423 697,1
<i>Dont intérêts sur la dette publique</i>	-126 100,0	-139 870,0	-178 290,0	-210 340,0	-232 894,7	-251 827,8
Autres revenus primaires	4 836,3	4 944,0	5 117,6	7 533,7	8 110,6	7 812,4
Revenu primaire net	-231 520,4	-295 383,4	-340 962,7	-333 754,2	-383 756,1	-341 939,5

Source : BCEAO

En ce qui concerne spécifiquement les revenus des investissements directs, ils ont tiré profit des paiements de dividendes à l'endroit des actionnaires étrangers (+36,1 Mds) et des charges d'intérêts sur la dette extérieure publique et/ou privée (+32,0 Mds). Les revenus des autres investissements et des investissements de portefeuille ont enregistré des baisses respectives de 76,8 Mds et de 19,7 Mds en 2020.

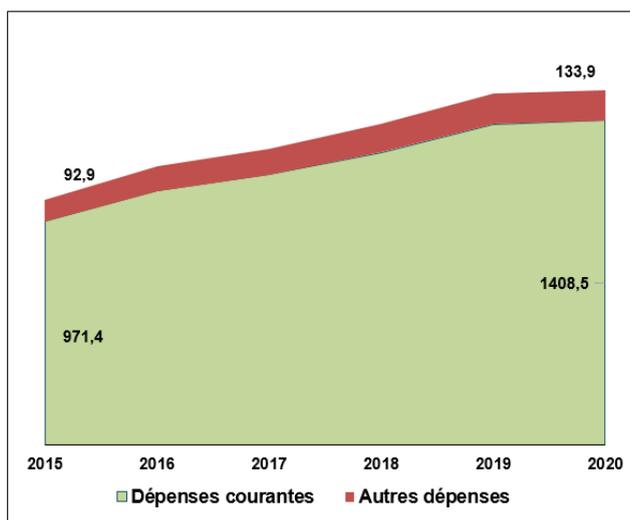
I.4- COMPTE DE REVENU SECONDAIRE

L'excédent du compte de revenu secondaire se situe à 1.435,5 Mds en 2020 contre 1.225,3 Mds en 2019, du fait de la consolidation des envois de fonds des migrants (+36,4 Mds), dans le contexte de la crise sanitaire, et de la progression des transferts courants au profit de l'Etat (+179,8 Mds).

L'analyse des motifs économiques des transferts des migrants fait ressortir la prépondérance des dépenses courantes, environ 7,6% des flux entrants étant orientés vers l'investissement. Les transferts reçus sont évalués à 1.408,5 Mds contre 1.393,2 Mds en 2019, soit une progression de 0,1%.

En référence à l'origine, le continent européen demeure la première zone d'émission des envois de fonds des migrants avec une part prépondérante de la France, l'Italie et l'Espagne qui concentrent plus de 60% du total des transferts émis.

Graphique 14 : Evolution des transferts



Source : BCEAO

Le ralentissement observé reflète l'impact de la crise sanitaire relative à la pandémie de la Covid-19.

En effet, l'Etat du Sénégal a mobilisé, à titre gracieux, plus de 194,7 Mds de ressources auprès de ses partenaires techniques et financiers traditionnels, dans le cadre notamment de la mise en œuvre du Programme de Résilience Economique et Sociale (PRES). Les financements mobilisés ont ainsi permis de consolider l'excédent du compte de revenu secondaire.

Tableau 14 : Evolution des revenus secondaires (en millions de FCFA)

Rubriques	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Transferts courants des Administrations Publiques	51 997,4	31 186,5	45 321,5	34 672,7	-11 827,2	167 958,4
Transferts courants des autres secteurs	963 772,0	1 029 183,1	1 096 872,9	1 108 812,1	1 237 082,4	1 267 583,7
<i>dont envois de fonds des travailleurs migrants (net)</i>	824 228,7	887 650,9	950 910,4	959 624,6	1 086 838,9	1 123 212,5
Revenu secondaire net	1 015 769,4	1 060 369,6	1 142 194,4	1 143 484,8	1 225 255,2	1 435 542,0

Source : BCEAO

II. COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital enregistre les transferts en capital ainsi que les acquisitions et cessions d'actifs non financiers, non produits. Le solde du compte de capital est ressorti à 138,9 Mds en 2020 contre 216,6 Mds en 2019, en retrait de 77,7 Mds, du fait de l'évolution des transferts à destination des administrations publiques. Les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits sont ressorties en quasi-stabilité en variation annuelle (-3,1 Mds).

Tableau 15 : Evolution du compte de capital (en millions de FCFA)

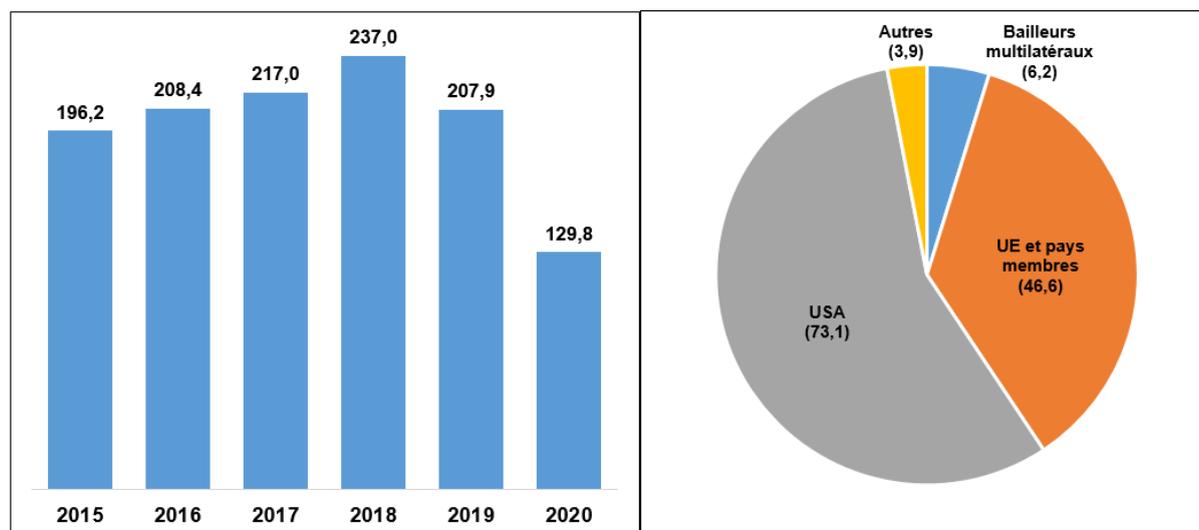
Rubriques	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	-1 658,0	-2 661,0	-2 135,2	-3 047,3	-3 122,9	-3 078,1
Transferts en capital	204 318,8	217 490,2	225 776,4	247 767,8	219 675,8	141 971,4
Administration Publique	196 174,1	208 444,2	217 016,0	236 992,2	207 870,0	129 812,0
Autres secteurs	8 144,7	9 046,0	8 760,4	10 775,6	11 805,8	12 159,4
Solde du compte de capital	202 660,8	214 829,0	223 641,2	244 720,5	216 552,9	138 893,3

Source : BCEAO

L'année 2020 a été caractérisée par un fléchissement de 78,1 Mds des transferts en capital au profit de l'Etat du Sénégal, soit la plus importante variation enregistrée au cours des cinq (05) dernières années. Cette situation est liée à la baisse de l'élément don dans les sources de financement extérieur public privilégiées par l'Etat.

Les transferts en capital au profit de l'Etat (dons projet) sont arrêtés à 129,8 Mds en 2020, contre 207,9 Mds en 2019. En 2020, les dons en capital en faveur de l'Etat ont été accordés principalement par les Etats-Unis (73,1 Mds contre 80,4 Mds en 2019), l'Union Européenne et ses membres (46,6 Mds contre 69,0 Mds en 2019) et les bailleurs multilatéraux (6,2 Mds contre 17,0 Mds).

Graphique. 15 : Répartition et évolution des dons projets



Sources : BCEAO/DCF

Au total, le solde des transactions courantes et en capital cumulé (besoin de financement) est passé de 895,5 Mds en 2019 à 1.393,5 Mds en 2020. La progression du besoin de financement résulte de la dégradation du déficit courant conjuguée à la baisse de l'excédent du compte de capital.

III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier, présenté selon l'optique analytique de la BCEAO, retrace les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets de passifs vis-à-vis des non-résidents. Il décrit comment le besoin (la capacité) de financement de l'économie a été couvert (utilisée).

Le financement extérieur non monétaire mobilisé est ressorti en hausse de 24,9% pour s'établir à 1.295,6 Mds après 1.036,9 Mds en 2019. Il est constitué de divers instruments, notamment les investissements directs étrangers (IDE), les investissements de portefeuille et les autres investissements. La bonne tenue du financement extérieur est liée au développement des projets pétroliers et gaziers.

Comparé à l'année précédente, le besoin de financement s'est accru de 498,1 Mds pour s'établir à 1.393,5 Mds en 2020. Les IDE, les investissements de portefeuille et les autres investissements ont permis de couvrir le déficit des comptes courant et de capital à hauteur respectivement de 1.005,3 Mds, 298,8 Mds et 8,4 Mds.

S'agissant des IDE, ils ont quasiment doublé par rapport à l'année précédente, sous l'effet d'une augmentation des instruments de dette (852,4 Mds en 2020 contre 371,5 Mds en 2019) destinés au financement des projets pétroliers et gaziers. Les titres de participation se sont, en revanche, repliés de 58,3 Mds et se chiffrent à 152,9 Mds en 2020.

En ce qui concerne les investissements de portefeuille, l'accroissement enregistré en 2020 est en lien avec le dynamisme des transactions sur les titres de créances du marché financier sous-régional. En effet, les banques de l'Union ont majoritairement souscrit aux titres publics émis par l'Etat du Sénégal, à la suite des facilités offertes par la BCEAO pour l'admissibilité de ces effets (Bons Covid, etc.) à ses guichets de refinancement.

Enfin, la rubrique "autres investissements" enregistre une constitution d'actifs de +8,4 Mds au cours de la période sous-revue, sous l'effet d'une augmentation des acquisitions nettes d'actifs de 494,8 Mds, légèrement compensée par un accroissement net de passifs de 486,4 Mds. Cette situation est liée au gonflement des créances commerciales de 551,4 Mds, au moment où la dette commerciale du secteur privé a baissé de 40,4 Mds. Les opérations au titre des numéraires et dépôts se sont inscrites en hausse de 231,7 Mds.

Tableau 16 : Evolution du compte financier (en millions de FCFA)

Rubriques	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Investissements directs	-223 361,0	-147 290,5	-293 741,3	-441 598,4	-582 629,2	-1 005 248,6
Investissements de portefeuille	-188 248,7	76 509,6	-524 705,4	-858 865,6	-60 759,7	-298 821,9
Autres investissements	-100 251,3	-232 907,1	42 571,3	-207 646,9	-393 481,5	8 441,8
Solde du compte financier	-511 861,0	-303 688,0	-775 875,4	-1 508 110,9	-1 036 870,4	-1.295.628.7

Source : BCEAO

Encadré D : Présentation monétaire de la balance des paiements

La présentation monétaire permet de mettre en évidence le lien entre la balance des paiements et les statistiques monétaires et financières (balance des paiements optique BCEAO). La balance des paiements identifie les transactions des institutions de dépôts (Banque Centrale et Autres Institutions de Dépôts) qui sont égales aux actifs et passifs extérieurs des mêmes entités, tels que enregistrés dans les statistiques monétaires et financières (Actifs Extérieurs Nets).

Cette approche permet d'analyser les effets des transactions économiques et financières internationales des agents économiques, autres que les institutions de dépôts, sur les agrégats monétaires.

Les transactions financières des institutions de dépôts peuvent être exprimées comme suit :

$$\Delta AEN + \Delta CI + \Delta AT = \Delta M \quad (1)$$

Avec : **AEN** = opérations sur actifs et passifs extérieurs des institutions de dépôts ; **CI** = créances intérieures ; **M** = monnaie au sens large (passifs) et **AT** = autres transactions (nettes) vis-à-vis des résidents.

L'identification des opérations des institutions de dépôts dans la balance des paiements conduit à l'égalité suivante :

$$\Delta AEN = - ETN \quad (2)$$

Avec : **ETN** = transactions non financières de la balance des paiements et transactions sur actifs et passifs extérieurs des secteurs autre que celui des institutions de dépôts.

En combinant les équations (1) et (2), le lien entre les évolutions de la masse monétaire au sens large et les transactions de la balance des paiements des secteurs, autre que celui des institutions de dépôts, peut être exprimé comme suit :

$$\Delta M = - ETN + \Delta CI + \Delta AT \quad (3)$$

En pratique, en utilisant les données de la balance des paiements au titre de l'année 2020, on peut calculer les éléments de l'égalité (2).

ΔAEN (-91,5 Mds) :

Variation des AEN de la Banque Centrale
(-301,7 Mds)
+ Variation des AEN des Autres Institutions de Dépôt
(+209,4 Mds).
+ Réévaluation (+0,8 Md)

- ETN (-91,5 Mds) :

= Solde du compte courant (-1.532,4 Mds)
+ Solde du compte de capital (+138,9 Mds)
- Solde du compte financier (1.295,6 Mds)
+ Erreur et omissions nettes (6,4 Mds)

Bibliographie :

Louis Bé Duc, Frank Mayerlen and Pierre Sola, The Monetary Presentation of the Euro Area Balance of Payments, European Central Bank Occasional Paper No. 96 (September 2008).

Balance of payments and international investment position manual, Washington, D.C. : IMF, 2009.

IV. CAPITAUX MONETAIRES

IV.1- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts (AID)

A fin décembre 2020, les actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts se sont établies à 710,9 Mds, en amélioration de 209,4 Mds comparativement à l'année précédente. Cette évolution est attribuable à une consolidation de 201,7 Mds des créances sur les non-résidents des AID et à une réduction de leurs engagements extérieurs de 7,7 Mds.

S'agissant des créances sur les non-résidents, leur progression est imputable principalement à l'évolution du poste "titres autre qu'actions" (+199,4 Mds) et, dans une moindre mesure, aux dépôts des banques sénégalaises dans les livres de leurs correspondants étrangers (+35,8 Mds) ainsi qu'à leurs avoirs en monnaies étrangères (+8,9 Mds).

Le repli des engagements extérieurs est, quant à lui, imputable à la contraction des crédits accordés aux non-résidents (-122,9 Mds).

Tableau 17 : Evolution du stock des avoirs et des engagements des autres institutions de dépôts (en Mds FCFA)

Rubriques	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Créances sur les non-résidents	801,9	1 214,0	1 241,1	1 451,7	1 245,2	1 446,9
Engagements extérieurs	629,9	780,9	733,4	799,0	743,7	736,1
Actifs Extérieurs Nets	172,0	433,1	507,7	652,7	501,5	710,9

Source : BCEAO

IV.2- Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale se situent à 1.169,4 Mds en 2020, en retrait de 301,8 Mds par rapport à décembre 2019 (compte non tenu des contreparties de réévaluation). Cette variation de la position extérieure nette officielle est attribuable à la baisse des créances sur les non-résidents et à la progression des engagements extérieurs de la Banque Centrale.

En effet, la diminution de la position de réserve au Fonds Monétaire International (FMI) et des autres actifs extérieurs ont conduit à une contraction de 63,6 Mds des créances sur les non-résidents de la Banque Centrale, en dépit des allocations de droits de tirages spéciaux reçues (DTS ; +246,7 Mds). La progression des engagements extérieurs est, quant à elle, expliquée par les concours mobilisés auprès du FMI par l'Etat du Sénégal (+248,7 Mds).

Tableau 18 : Evolution du stock des avoirs et engagements de la Banque Centrale (en Mds FCFA)

Rubriques	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Avoirs	1 200,0	973,1	1 034,4	1 417,0	1 736,6	1 673,0
Avoirs officiels de réserve	94,5	78,7	35,3	43,0	37,62	260,0
Autres actifs extérieurs	1 105,5	894,4	999,1	1 374,0	1 698,9	1 413,0
Engagements	251,2	235,1	245,4	245,8	265,3	503,6
Engagements extérieurs à court terme	78,2	56,8	34,0	15,4	2,6	251,3
Autres engagements extérieurs	173,1	178,3	211,4	230,4	262,76	252,3
Actifs Extérieurs Nets	948,8	738,0	789,0	1 171,1	1 471,3	1 169,4

Source : BCEAO

Évalué suivant l'optique des actifs extérieurs nets du système monétaire, le solde global de la balance des paiements ressort en déficit de 92,3 Mds contre un excédent de 146,5 Mds un an plus tôt, résultant d'une détérioration de la position extérieure de la BCEAO (-301,7 Mds) atténuée par une amélioration des actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts (+209,4 Mds).

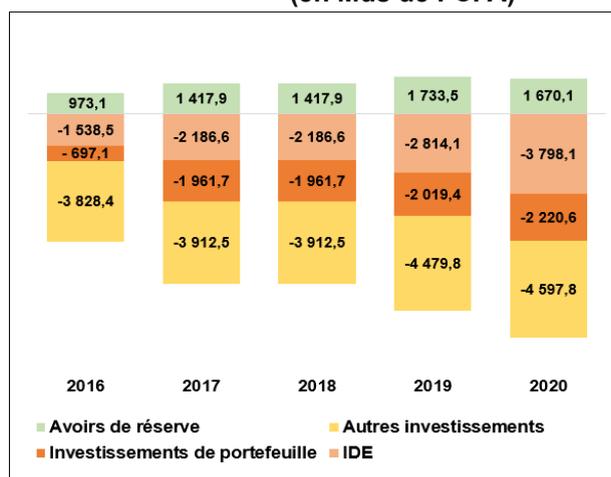
V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

La Position Extérieure Globale (PEG) retrace, à une date d'arrêt, la valeur des avoirs de l'économie sur le reste du monde et celle des passifs financiers de l'économie à l'égard des entités non résidentes. Pour sa part, la Position Extérieure Globale Nette (PEGN), différence entre les actifs et les passifs financiers extérieurs, nette des autres flux, indique la position du pays (créditrice ou débitrice nette) vis-à-vis du reste du monde.

La PEGN est ressortie débitrice à 8.946,5 Mds contre 7.579,8 Mds, un an plus tôt, soit une dégradation de 1.387,1 Mds, reflétant le financement du solde des opérations non financières. Cette variation traduit une hausse plus importante des engagements (+2.091,0 Mds) que des avoirs (+703,9 Mds).

L'accroissement des engagements est lié aux capitaux mobilisés au titre des investissements directs étrangers (IDE) (+1.062,3 Mds), des investissements de portefeuille (+313,6 Mds) et des autres

Graphique 16 : Evolution de la PEGN (en Mds de FCFA)



Source : BCEAO

investissements (+715,1 Mds). La hausse des avoirs s'explique, d'une part, par l'accroissement des investissements directs (57,1 Mds), des investissements de portefeuille (+112,3 Mds) et des autres investissements (+594,9 Mds) et, d'autre part, par la réduction de 60,5 Mds des avoirs de réserve qui se sont établis à 1.670,1 Mds.

Au total, la dégradation de la PEG reflète, pour l'essentiel, l'augmentation des engagements nets au titre des investissements directs (+1.062,3 Mds), des investissements de portefeuille (+313,6 Mds), des autres investissements (+715,1 Mds) ainsi que le fléchissement des avoirs de réserve (-60,5 Mds).

=====

CONCLUSION

Fragilisée par la crise sanitaire, l'activité économique mondiale s'est contractée de 3,1% en 2020, en relation avec les mesures restrictives prises dans la plupart des pays pour limiter la propagation de la Covid-19. Le commerce mondial s'est ainsi inscrit en retrait de 8,2% et les cours des principales matières premières ont évolué à la baisse.

Dans ce contexte, les Autorités monétaires se sont résolues à assouplir, à nouveau, leurs politiques monétaires, via des programmes de rachats d'actifs, des injections de liquidités et/ou des allègements pruden­tiels, en vue d'apporter leurs concours aux entreprises en difficulté et soutenir la croissance. Par ailleurs, les Etats ont volontairement creusé leurs déficits budgétaires afin de lutter efficacement contre les effets indésirables de la crise de la Covid-19.

Au niveau interne, un net ralentissement de l'activité économique a été observé, avec une croissance économique évaluée à 1,5% en 2020 contre 4,4% un an auparavant. Le cadre macroéconomique a également été marqué par une dégradation du compte courant (-10,8% du PIB ; +2,8 points) et du déficit budgétaire (-6,4% du PIB ; +2,5 points).

La crise sanitaire a mis en évidence la dépendance de l'économie sénégalaise vis-à-vis du reste du monde, notamment pour certaines branches d'activités telles que le tourisme, le commerce, les produits pharmaceutiques et les transports. En revanche, les envois de fonds des migrants et les financements extérieurs ont démontré à nouveau une bonne capacité de résilience face à la crise, en s'inscrivant dans une dynamique haussière. Les investissements à destination des projets pétroliers et gaziers se sont renforcés, dans la perspective du démarrage de la production à l'horizon 2023.

S'agissant des comptes extérieurs, le déficit commercial rapporté au PIB s'est réduit de 1,1 point de pourcentage à 11,3%, à la faveur d'une baisse plus prononcée des importations que des exportations. La contreperformance des exportations est imputable aux contraintes logistiques et aux mesures de distanciation sociale, alors que les importations se sont ressenties de la baisse des cours mondiaux de produits pétroliers et de la demande intérieure. Au total, l'aggravation du déficit du compte courant est expliquée principalement par l'accroissement du déficit du compte des services.

Dans ce contexte, les capitaux extérieurs injectés dans le développement des projets pétroliers et gaziers ainsi que les émissions de titres d'Etat sur le marché financier régional ont permis à l'économie sénégalaise de mobiliser les ressources extérieures nécessaires à la couverture de son besoin de financement. Par conséquent, les indicateurs relatifs à la position extérieure globale nette (PEGN) se sont dégradés.

Sous ces constats, le redressement du profil du compte courant doit demeurer un enjeu majeur de politique macroéconomique. A ce titre, il apparaît opportun, dans un contexte de développement des projets pétroliers et gaziers, de renforcer les activités à contenu local dans lesdits projets et de privilégier toutes actions à même de rehausser la compétitivité et la diversité de l'offre exportable. L'accompagnement du secteur touristique vers un retour graduel à son niveau de recettes extérieures d'avant crise devrait faire l'objet d'une attention particulière.

Au demeurant, le renforcement de la résilience économique nécessite la prise en compte des mutations politiques et commerciales qui s'annoncent au plan international. A ce titre, il conviendrait de soutenir les actions visant à développer des synergies entre les pays de l'Union afin de consolider les parts de marché dans la sous-région ouest-africaine. Les efforts en matière d'intégration commerciale, à l'échelle continentale, sont également une opportunité pour la conquête de nouveaux marchés sur le continent africain.

ANNEXES

Balance des Paiements
Fréquence : Annuelle
Année : 2020

		2019			2020		
Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde
1	10000 1 B N N E	5 316 866,2	6 428 891,7	-1 112 025,5	6 022 241,7	6 554 655,0	-1 532 413,3
1.A	011000 1 B N N E	3 419 170,6	5 372 695,2	-1 953 524,6	2 913 751,1	5 540 665,5	-2 626 914,4
1.A.a	110000 1 B N N E	2 594 438,5	4 282 069,0	-1 687 630,5	2 410 850,0	4 020 544,1	-1 609 694,1
1.A.a.1	111000 1 B N N E	2 170 488,4	4 281 198,8	-2 110 710,4	1 934 480,5	4 020 309,9	-2 085 829,4
1.A.a.1.1	11100z 1 B N N E	18 096,0	0,0	18 096,0	23 705,8	0,0	23 705,8
1.A.a.2	112000 1 B N N E	3 365,4	0,0	3 365,4	3 214,3	0,0	3 214,3
1.A.a.2.1	112100 1 B N N E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.a.2.2	112200 1 B N N E	3 365,4	0,0	3 365,4	3 214,3	0,0	3 214,3
1.A.a.3	113000 1 B N N E	420 584,7	670,2	419 714,5	473 155,2	234,2	472 921,0
1.A.b	120000 1 B N N E	824 732,1	1 090 626,2	-265 894,1	502 901,1	1 520 121,4	-1 017 220,3
1.A.b.1	121000 1 B N N E	1 317,9	479,5	838,4	999,0	925,0	74,0
1.A.b.1.1	121100 1 B N N E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.1.2	121200 1 B N N E	1 317,9	479,5	838,4	999,0	925,0	74,0
1.A.b.2	122000 1 B N N E	9 497,3	8 870,0	627,3	9 274,5	8 756,7	517,8
1.A.b.3	123000 1 B N N E	106 289,3	559 376,0	-453 086,7	68 068,6	461 714,5	-393 645,9
1.A.b.3.0	123100 1 B N N E	105 946,9	559 182,4	-453 235,5	67 674,0	461 485,0	-393 811,0
1.A.b.3.0.1	123100 1 B N N E	40 978,9	87 668,5	-46 689,6	11 215,7	10 656,8	558,9
1.A.b.3.0.1.1	123110 1 B N N E	916,0	0,0	916,0	430,5	0,0	430,5
1.A.b.3.0.2	12311z 1 B N N E	44 806,6	461 881,3	-417 074,7	40 794,5	444 240,8	-403 446,3
1.A.b.3.0.3	123120 1 B N N E	20 161,4	9 632,6	10 528,8	15 863,8	6 587,4	9 076,4
1.A.b.3.1	123130 1 B N N E	11 283,8	439 305,6	-428 021,8	9 306,7	432 028,8	-422 722,1
1.A.b.3.1.1	123200 1 B N N E	1 831,6	0,0	1 831,6	203,5	0,0	203,5
1.A.b.3.1.1.1	123210 1 B N N E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.1.2	12321z 1 B N N E	1 407,2	439 305,6	-437 898,4	1 312,2	432 028,8	-430 716,6
1.A.b.3.1.3	123220 1 B N N E	8 045,0	0,0	8 045,0	7 791,0	0,0	7 791,0
1.A.b.3.2	123230 1 B N N E	37 444,3	88 508,0	-51 063,7	12 973,7	16 187,0	-3 213,3
1.A.b.3.2.1	123300 1 B N N E	30 643,5	70 747,7	-40 104,2	9 521,5	9 428,5	93,0
1.A.b.3.2.1.1	123310 1 B N N E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.2.2	12331z 1 B N N E	2 505,4	13 676,5	-11 171,1	780,4	4 180,5	-3 400,1
1.A.b.3.2.3	123320 1 B N N E	4 295,4	4 083,8	211,6	2 671,8	2 578,0	93,8
1.A.b.3.3	123330 1 B N N E	57 218,8	31 368,8	25 850,0	45 393,6	13 269,2	32 124,4
1.A.b.3.3.1	123400 1 B N N E	8 503,8	16 920,8	-8 417,0	1 490,7	1 228,3	262,4
1.A.b.3.3.1.1	123410 1 B N N E	916,0	0,0	916,0	430,5	0,0	430,5
1.A.b.3.3.2	12341z 1 B N N E	40 894,0	8 899,2	31 994,8	38 701,9	8 031,5	30 670,4
1.A.b.3.3.3	123420 1 B N N E	7 821,0	5 548,8	2 272,2	5 201,0	4 009,4	1 191,6
1.A.b.3.4	123430 1 B N N E	342,4	193,6	148,8	394,6	229,5	165,1
1.A.b.4	124000 1 B N N E	302 248,9	101 900,0	200 348,9	70 671,0	28 892,4	41 778,6
1.A.b.4.1	124100 1 B N N E	60 163,0	47 939,1	12 223,9	17 170,5	3 840,2	13 330,3
1.A.b.4.1.1	124110 1 B N N E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.1.2	124120 1 B N N E	60 163,0	47 939,1	12 223,9	17 170,5	3 840,2	13 330,3
1.A.b.4.2	124200 1 B N N E	242 085,9	53 960,9	188 125,0	53 500,5	25 052,2	28 448,3
1.A.b.4.2.1	124210 1 B N N E	6 873,3	7 475,3	-602,0	1 127,3	1 025,3	102,0
1.A.b.4.2.2	124220 1 B N N E	29 837,6	25 631,6	4 206,0	27 226,8	21 889,4	5 337,4
1.A.b.4.2.3	124230 1 B N N E	205 375,0	20 854,0	184 521,0	25 146,4	2 137,5	23 008,9
1.A.b.4.0	124000 1 B N N E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.1	124011 1 B N N E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.2	124021 1 B N N E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.3	124031 1 B N N E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.4	124041 1 B N N E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5	124051 1 B N N E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5.1	124z51 1 B N N E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5.2	124y51 1 B N N E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.5	125000 1 B N N E	49 413,4	29 197,6	20 215,8	34 183,3	187 487,2	-153 303,9
1.A.b.5.1	125100 1 B N N E	29 539,8	0,0	29 539,8	18 569,8	0,0	18 569,8
1.A.b.5.2	125200 1 B N N E	19 873,6	29 197,6	-9 324,0	15 613,5	187 487,2	-171 873,7
1.A.b.6	126000 1 B N N E	9 803,6	79 169,4	-69 365,8	8 161,4	69 653,4	-61 492,0
1.A.b.6.1	126100 1 B N N E	4 433,5	73 815,4	-69 381,9	4 034,5	65 695,7	-61 661,2
1.A.b.6.2	126200 1 B N N E	3 979,5	3 689,3	290,2	2 764,5	2 464,2	300,3
1.A.b.6.3	126300 1 B N N E	730,5	1 212,2	-481,7	671,2	1 095,2	-424,0
1.A.b.6.4	126400 1 B N N E	760,1	451,5	308,6	691,2	398,3	292,9
1.A.b.7	127000 1 B N N E	10 547,8	9 783,3	764,5	9 949,3	9 439,1	510,2
1.A.b.7.1	127100 1 B N N E	10 547,8	9 783,3	764,5	9 949,3	9 439,1	510,2
1.A.b.7.2	127200 1 B N N E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.8	128000 1 B N N E	3 220,2	4 922,8	-1 702,6	3 300,7	5 083,0	-1 782,3
1.A.b.9	129000 1 B N N E	91 165,8	61 042,0	30 123,8	66 100,5	61 114,3	4 986,2
1.A.b.9.1	129100 1 B N N E	75 591,1	40 198,0	35 393,1	50 714,8	38 317,0	12 397,8
1.A.b.9.2	129200 1 B N N E	6 855,4	10 642,2	-3 786,8	7 029,1	12 263,5	-5 234,4
1.A.b.9.3	129300 1 B N N E	8 719,3	10 201,8	-1 482,5	8 356,6	10 533,8	-2 177,2

		2019			2020		
Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nets d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nets d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde
1.A.b.10	12A000_1_B_N_N_E	118 086,7	197 022,8	-78 936,1	114 708,0	649 177,9	-534 469,9
1.A.b.10.1	12A100_1_B_N_N_E	1 215,2	115 639,0	-114 423,8	1 027,0	552 690,4	-551 663,4
1.A.b.10.2	12A200_1_B_N_N_E	101 418,2	58 655,3	42 762,9	96 703,2	66 938,5	29 764,7
1.A.b.10.3	12A300_1_B_N_N_E	15 453,3	22 728,5	-7 275,2	16 977,8	29 549,0	-12 571,2
1.A.b.11	12B000_1_B_N_N_E	3 768,6	7 588,2	-3 819,6	4 056,2	8 084,6	-4 028,4
1.A.b.11.1	12B100_1_B_N_N_E	3 638,4	7 588,2	-3 949,8	3 985,8	8 084,6	-4 098,8
1.A.b.11.2	12B200_1_B_N_N_E	130,2	0,0	130,2	70,4	0,0	70,4
1.A.b.12	12C000_1_B_N_N_E	119 272,6	31 275,6	87 997,0	113 428,6	29 793,3	83 635,3
1.A.b.0.1	12D000_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B	130000_1_B_N_AL_E	261 354,6	645 110,7	-383 756,1	285 027,0	625 966,7	-340 939,7
1.B.1	131000_1_B_N_AL_E	86 595,3	17 539,1	69 056,2	92 260,4	18 315,2	73 945,2
1.B.2	300000_3_B_N_AL_E	166 459,3	627 382,2	-460 922,9	184 744,8	607 442,1	-422 697,3
1.B.2.1	310000_3_B_N_AL_E	108 015,5	245 271,5	-137 256,0	112 114,0	308 653,7	-196 539,7
1.B.2.1.1	310000_3E_B_N_AL_E	98 307,5	217 792,8	-119 485,3	102 811,0	249 627,0	-146 816,0
1.B.2.1.1.1	310000_3D_B_N_AL_E	91 233,0	155 239,0	-64 006,0	96 033,6	196 056,6	-100 023,0
1.B.2.1.1.1.1	311110_3D_B_N_AL_E	81 126,4	142 809,5	-61 683,1	85 298,7	183 246,5	-97 947,8
1.B.2.1.1.1.2	311120_3D_B_N_AL_E	542,5	3 329,3	-2 786,8	545,2	3 414,1	-2 868,9
1.B.2.1.1.1.3	311130_3D_B_N_AL_E	9 564,1	9 100,2	463,9	10 189,7	9 396,0	793,7
1.B.2.1.1.1.3.1	311131_3D_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.2	311132_3D_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.3	311133_3D_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.2	310000_3R_B_N_AL_E	7 074,5	62 553,8	-55 479,3	6 777,4	53 570,4	-46 793,0
1.B.2.1.1.2.1	310000_3T_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.2.1.1	31100z_3_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2	310000_3I_B_N_AL_E	9 708,0	27 478,7	-17 770,7	9 303,0	59 026,7	-49 723,7
1.B.2.1.2.1	312100_3I_B_N_AL_E	8 577,8	24 414,3	-15 836,5	8 189,3	55 880,7	-47 691,4
1.B.2.1.2.2	312200_3I_B_N_AL_E	0,0	31,4	-31,4	0,0	35,2	-35,2
1.B.2.1.2.3	312300_3I_B_N_AL_E	1 130,2	3 033,0	-1 902,8	1 113,7	3 110,8	-1 997,1
1.B.2.1.2.3.1	312310_3I_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3.2	312320_3I_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3.3	312330_3I_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2M	310000_3F_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2	320000_3_B_N_AL_E	49 191,2	131 075,6	-81 884,4	63 378,2	124 535,3	-61 157,1
1.B.2.2.1	320000_3E_B_N_AL_E	4 052,4	51 257,4	-47 205,0	4 268,2	52 057,3	-47 789,1
1.B.2.2.1.1	321100_3D_B_N_AL_E	2 902,2	49 780,6	-46 878,4	3 091,5	50 527,8	-47 436,3
1.B.2.2.1.2	321200_3P_B_N_AL_E	1 150,2	1 476,8	-326,6	1 176,7	1 529,5	-352,8
1.B.2.2.1.2.1	321200_3D_B_N_AL_E	406,4	0,0	406,4	412,4	0,0	412,4
1.B.2.2.1.2.2	321200_3R_B_N_AL_E	743,8	1 476,8	-733,0	764,3	1 529,5	-765,2
1.B.2.2.2	320000_3I_B_N_AL_E	45 138,8	79 818,2	-34 679,4	59 110,0	72 478,0	-13 368,0
1.B.2.2.2.1	320000_3I_B_N_ST_E	10 437,0	11 492,7	-1 055,7	34 778,0	108,0	34 670,0
1.B.2.2.2.2	320000_3I_B_N_LT_E	34 701,8	68 325,5	-33 623,7	24 332,0	72 370,0	-48 038,0
1.B.2.3	340000_3_B_N_AL_E	9 252,6	251 035,1	-241 782,5	9 252,6	174 253,1	-165 000,5
1.B.2.3.1	340000_3D_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.3.2	340000_3I_B_N_AL_E	9 252,6	251 035,1	-241 782,5	9 252,6	174 253,1	-165 000,5
1.B.2.3.2M	340000_3F_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.3.3	340000_3P_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4	350000_3_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.1	350000_3E_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2	350000_3I_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2M	350000_3F_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

		2019			2020		
Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde
1.B.3	132000 1 B N AL E	8 300,0	189,4	8 110,6	8 021,8	209,4	7 812,4
	Autre revenu primaire						
1.B.3.1	132100_1_B_N_AL_E	7 043,5	0,0	7 043,5	6 724,4	0,0	6 724,4
	Taxes sur la production et importations						
1.B.3.2	132200 1 B N AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Subventions à la production						
1.B.3.3	132300 1 B N AL E	1 256,5	189,4	1 067,1	1 297,4	209,4	1 088,0
	Loyers						
1.C	140000 2 B AL AL E	1 636 341,0	411 085,8	1 225 255,2	1 823 463,6	388 022,8	1 435 440,8
	Revenu secondaire						
1.C.1	14000z 2 B GG AL E	33 789,4	45 616,6	-11 827,2	211 739,9	43 781,6	167 958,3
	Administrations publiques						
1.C.1.1	141000_2_B_GG_AL_E	9 728,3	0,0	9 728,3	8 758,5	0,0	8 758,5
	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.						
1.C.1.1.1	14100z_2_B_GG_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité						
1.C.1.2	142000_2_B_GG_AL_E	132,8	9 144,8	-9 012,0	152,8	9 743,1	-9 590,3
	Cotisations sociales						
1.C.1.2.1	14200z_2_B_GG_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité						
1.C.1.3	143000_2_B_GG_AL_E	0,0	1 996,8	-1 996,8	0,0	2 127,1	-2 127,1
	Prestations Sociales (Débit)						
1.C.1.4	144000 2 B GG AL E	16 450,0	34 475,0	-18 025,0	194 711,2	31 911,4	162 799,8
	Coopération internationale courante						
1.C.1.5	145000_2_B_GG_AL_E	7 478,3	0,0	7 478,3	8 117,4	0,0	8 117,4
	Transferts courants divers des administrations publiques (075)						
1.C.1.5.1	14500z 2 B GG AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Transferts courants aux ISBLSM						
1.C.2	140000_2_B_OS_AL_E	1 602 551,6	365 469,2	1 237 082,4	1 611 723,7	344 241,2	1 267 482,5
	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM						
1.C.2.1	146000_2_B_OS_AL_E	1 393 213,3	306 374,4	1 086 838,9	1 408 512,5	285 300,0	1 123 212,5
	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)						
1.C.2.1.1	14600z 2 B OS AL E	1 393 213,3	306 374,4	1 086 838,9	1 408 512,5	285 300,0	1 123 212,5
	Envois de fonds des travailleurs						
1.C.2.2	147000_2_B_OS_AL_E	209 338,3	59 094,8	150 243,5	203 211,2	58 941,2	144 270,0
	Autres transferts courants						
1.C.2.0.1	141000_2_B_OS_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.						
1.C.2.0.2	142000_2_B_OS_AL_E	765,2	9 677,0	-8 911,8	790,1	10 630,2	-9 840,1
	Cotisations sociales						
1.C.2.0.3	143000_2_B_OS_AL_E	3 462,6	61,5	3 401,1	3 415,5	61,4	3 354,1
	Prestations sociales						
1.C.2.0.4	148000_2_B_OS_AL_E	1 727,7	14 213,9	-12 486,2	2 541,6	13 723,1	-11 181,5
	Primes d'assurance nettes hors assurance vie						
1.C.2.0.5	149000_2_B_OS_AL_E	1 534,7	4 209,4	-2 674,7	1 593,8	4 528,5	-2 934,7
	Indemnités d'assurance dommage						
1.C.2.0.6	144000_2_B_OS_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Coopération internationale courante						
1.C.2.0.7	145000_2_B_OS_AL_E	201 848,1	30 933,0	170 915,1	194 870,2	29 998,0	164 872,2
	Transferts courants divers						
1.C.2.0.7.1	14500z_2_B_OS_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Dont : transferts courants aux ISBLSM						
1.C.3	14A000_2_B_OS_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Ajustement pour variation des droits à pension						
2	200000 2 B AL AL E	221 718,3	5 165,4	216 552,9	143 986,3	5 092,1	138 894,2
	Compte de capital						
2.1	210000_2_B_AL_AL_E	0,0	3 122,9	-3 122,9	0,0	3 078,1	-3 078,1
	Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits						
2.2	220000_2_B_AL_AL_E	221 718,3	2 042,5	219 675,8	143 986,3	2 014,0	141 972,3
	Transferts de capital						
2.2.1	220000 2 B GG AL E	207 870,0	0,0	207 870,0	129 812,0	0,0	129 812,0
	Administration publique						
2.2.1.1	221000_2_B_GG_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Remises de dette						
2.2.1.2	222000 2 B GG AL E	207 870,0	0,0	207 870,0	129 812,0	0,0	129 812,0
	Autres transferts de capital						
2.2.1.2.1	22200z 2 B GG AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	dont : impôts en capital						
2.2.2	220000_2_B_OS_AL_E	13 848,3	2 042,5	11 805,8	14 174,3	2 014,0	12 160,3
	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM						
2.2.2.1	221000_2_B_OS_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Remises de dette						
2.2.2.2	222000_2_B_OS_AL_E	13 848,3	2 042,5	11 805,8	14 174,3	2 014,0	12 160,3
	Autres transferts de capital						
2.2.2.2.1	22200z 2 B OS AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	dont : impôts en capital (Crédit)						
2.2.2.0.1	22200z 2 B OS AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	dont : entre ménages						
4	019000 B B AL AL E	5 538 584,5	6 434 057,1	-895 472,6	5 166 228,0	6 559 747,1	-1 393 519,1
	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)						
3	300000 4 N AL AL E	519 607,1	1 409 977,6	-890 370,5	703 911,7	2 091 001,6	-1 387 089,9
	Compte financier						
5	300000_4_N_AL_AL_E	519 607,1	1 409 977,6	-890 370,5	703 911,7	2 091 001,6	-1 387 089,9
	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)						
3.1	310000 4 N AL AL E	41 636,6	624 265,7	-582 629,1	57 090,5	1 062 339,1	-1 005 248,6
	Investissement direct						
3.1.1	311000_4_N_AL_AL_E	31 728,2	242 839,5	-211 111,3	30 505,6	183 357,8	-152 852,2
	Titres de participation et parts de fonds de placement						
3.1.1.1	311100_4_N_AL_AL_E	24 653,7	180 285,7	-155 632,0	23 728,2	129 787,4	-106 059,2
	Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices						
3.1.1.1.1	311110_4_N_AL_AL_E	20 001,1	177 921,6	-157 920,5	17 851,3	127 123,3	-109 272,0
	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct						
3.1.1.1.2	311120_4_N_AL_AL_E	1 227,3	846,5	380,8	3 125,3	715,6	2 409,7
	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)						
3.1.1.1.3	311130_4_N_AL_AL_E	3 425,3	1 517,6	1 907,7	2 751,6	1 948,5	803,1
	Entre entreprises soeurs						
3.1.1.1.3.1	311131_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	si le contrôle ultime est détenu par un résident						
3.1.1.1.3.2	311132_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident						
3.1.1.1.3.3	311133_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu						
3.1.1.2	311000_4R_N_AL_AL_E	7 074,5	62 553,8	-55 479,3	6 777,4	53 570,4	-46 793,0
	Réinvestissement des bénéfices						
3.1.1.0.1	31100z_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Actions/Parts de fonds de placement						
3.1.1.0.1.1	31100z_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Actions/Parts de fonds de placement monétaires						
3.1.2	312000 4 N AL AL E	9 908,4	381 426,2	-371 517,8	26 584,9	878 981,3	-852 396,4
	Instruments de dette						
3.1.2.1	312100_4_N_AL_AL_E	7 019,8	313 715,4	-306 695,6	18 215,3	842 315,0	-824 099,7
	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct						
3.1.2.2	312200_4_N_AL_AL_E	1 711,3	53 171,5	-51 460,2	4 524,3	29 152,3	-24 628,0
	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)						
3.1.2.3	312300_4_N_AL_AL_E	1 177,3	14 539,3	-13 362,0	3 845,3	7 514,0	-3 668,7
	Entre entreprises soeurs						
3.1.2.3.1	312310_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	si le contrôle ultime est détenu par un résident						
3.1.2.3.2	312320_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident						
3.1.2.3.3	312330_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu						
3.1.2.0	31200z_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Titres de créance :						
3.1.2.0.1	31201z_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct						
3.1.2.0.2	31202z_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)						
3.1.2.0.3	31203z_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Entre entreprises soeurs						
3.1.2.0.3.1	31213z_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	si le contrôle ultime est détenu par un résident						
3.1.2.0.3.2	31223z_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident						
3.1.2.0.3.3	31233z_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu						

		2019			2020			
Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	
3.2	320000_4_N_AL_AL_E	- Investissements de portefeuille	19 543,1	77 197,8	-57 654,7	112 323,0	313 582,8	-201 259,8
3.2.1	321000_4_N_AL_AL_E	- Titres de participation et parts de fonds de placement	2 875,0	9 704,5	-6 829,5	2 850,0	9 679,5	-6 829,5
3.2.1.1	321000_4_N_CB_AL_E	- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.3	321000_4_N_GG_AL_E	- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.2	321000_4_N_DT_AL_E	- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	844,3	392,1	452,2	844,3	392,1	452,2
3.2.1.4	321000_4_N_OS_AL_E	- Autres secteurs	2 030,7	9 312,4	-7 281,7	2 005,7	9 287,4	-7 281,7
3.2.1.4.1	321000_4_N_FC_AL_E	- Autres sociétés financières	315,3	0,0	315,3	390,3	0,0	390,3
3.2.1.4.2	321000_4_N_NC_AL_E	- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 715,4	9 312,4	-7 597,0	1 615,4	9 287,4	-7 672,0
3.2.1.0.1	321100_4_N_AL_AL_E	- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.1	321110_4_N_AL_AL_E	- Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.2	321120_4_N_AL_AL_E	- Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2	321200_4_N_AL_AL_E	- Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.1	321200_4R_N_AL_AL_E	- Réinvestissement des bénéfices	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.2	32120z_4_N_AL_AL_E	- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.2	322000_4_N_AL_AL_E	- Titres de créance	16 668,1	67 493,3	-50 825,2	109 473,0	303 903,3	-194 430,3
3.2.2.1	322000_4_N_CB_AL_E	- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.1	322000_4_N_CB_ST_E	- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.2	322000_4_N_CB_LT_E	- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.9	322000_4_N_MA_AL_E	- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.9.1	322000_4_N_MA_ST_E	- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.9.2	322000_4_N_MA_LT_E	- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.2.2	322000_4_N_DT_AL_E	- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	3 723,6	1 080,7	2 642,9	100 755,1	3 645,2	97 109,9
3.2.2.2.1	322000_4_N_DT_ST_E	- À court terme	1 812,3	93,0	1 719,3	-63 754,0	-14 507,0	-49 247,0
3.2.2.2.2	322000_4_N_DT_LT_E	- À long terme	1 911,3	987,7	923,6	164 509,1	18 152,2	146 356,9
3.2.2.3	322000_4_N_GG_AL_E	- Administrations publiques	0,0	65 160,2	-65 160,2	0,0	221 271,8	-221 271,8
3.2.2.3.1	322000_4_N_GG_ST_E	- À court terme	0,0	-1 499,7	1 499,7	0,0	9 414,1	-9 414,1
3.2.2.3.2	322000_4_N_GG_LT_E	- À long terme	0,0	66 659,9	-66 659,9	0,0	211 857,7	-211 857,7
3.2.2.4	322000_4_N_OS_AL_E	- Autres secteurs	12 944,5	1 252,4	11 692,1	8 717,9	78 986,3	-70 268,4
3.2.2.4.0.1	322000_4_N_OS_ST_E	- À court terme	6 829,2	711,2	6 118,0	1 757,6	516,4	1 241,2
3.2.2.4.0.2	322000_4_N_OS_LT_E	- À long terme	6 115,3	541,2	5 574,1	6 960,3	78 469,9	-71 509,6
3.2.2.4.1	322000_4_N_FC_AL_E	- Autres sociétés financières	6 528,5	1 252,4	5 276,1	6 226,8	829,0	5 397,8
3.2.2.4.1.1	322000_4_N_FC_ST_E	- À court terme	413,2	711,2	-298,0	512,3	516,4	-4,1
3.2.2.4.1.2	322000_4_N_FC_LT_E	- À long terme	6 115,3	541,2	5 574,1	5 714,5	312,6	5 401,9
3.2.2.4.2	322000_4_N_NC_AL_E	- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	6 416,0	0,0	6 416,0	2 491,1	78 157,3	-75 666,2
3.2.2.4.2.1	322000_4_N_NC_ST_E	- À court terme	6 416,0	0,0	6 416,0	1 245,3	0,0	1 245,3
3.2.2.4.2.2	322000_4_N_NC_LT_E	- À long terme	0,0	0,0	0,0	1 245,8	78 157,3	-76 911,5
3.3	330000_4_N_AL_AL_E	- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.1	330000_4_N_CB_AL_E	- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.1.9	330000_4_N_MA_AL_E	- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.2	330000_4_N_DT_AL_E	- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.3	330000_4_N_GG_AL_E	- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.4	330000_4_N_OS_AL_E	- Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.4.1	330000_4_N_FC_AL_E	- Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.4.2	330000_4_N_NC_AL_E	- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1	331000_4_N_AL_AL_E	- Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.1	331100_4_N_AL_AL_E	- Options	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.2	331200_4_N_AL_AL_E	- Contrats à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.0.2	332000_4_N_AL_AL_E	- Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4	340000_4_N_AL_AL_E	- Autres investissements	143 448,9	708 514,1	-565 065,2	594 967,4	715 079,7	-120 112,3
3.4.1	341000_4_N_AL_AL_E	- Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2	342000_4_N_AL_AL_E	- Monnaie fiduciaire et dépôts	-220 524,0	-88 747,2	-131 776,8	87 618,5	-12 343,6	99 962,1
3.4.2.1	342000_4_N_CB_AL_E	- Banque centrale	0,0	7 234,3	-7 234,3	0,0	-653,3	653,3
3.4.2.1.1	342000_4_N_CB_ST_E	- À court terme	0,0	7 234,3	-7 234,3	0,0	-653,3	653,3
3.4.2.1.2	342000_4_N_CB_LT_E	- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9	342000_4_N_MA_AL_E	- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.1	342000_4_N_MA_ST_E	- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.2	342000_4_N_MA_LT_E	- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2	342000_4_N_DT_AL_E	- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-219 572,6	-95 981,5	-123 591,1	64 710,6	-11 690,3	76 400,9
3.4.2.2.0.1	34200z_4_N_DT_AL_E	- Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2.1	342000_4_N_DT_ST_E	- À court terme	-219 572,6	-95 981,5	-123 591,1	64 710,6	-11 690,3	76 400,9
3.4.2.2.2	342000_4_N_DT_LT_E	- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3	342000_4_N_GG_AL_E	- Administrations publiques	1 715,3	0,0	1 715,3	1 235,3	0,0	1 235,3
3.4.2.3.1	342000_4_N_GG_ST_E	- À court terme	1 715,3	0,0	1 715,3	1 235,3	0,0	1 235,3
3.4.2.3.2	342000_4_N_GG_LT_E	- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4	342000_4_N_OS_AL_E	- Autres secteurs	-2 666,7	0,0	-2 666,7	21 672,6	0,0	21 672,6
3.4.2.4.0.1	342000_4_N_OS_ST_E	- À court terme	-2 666,7	0,0	-2 666,7	16 459,1	0,0	16 459,1
3.4.2.4.0.2	342000_4_N_OS_LT_E	- À long terme	0,0	0,0	0,0	5 213,5	0,0	5 213,5
3.4.2.4.1	342000_4_N_FC_AL_E	- Autres sociétés financières	615,3	0,0	615,3	1 245,6	0,0	1 245,6
3.4.2.4.1.1	342000_4_N_FC_ST_E	- À court terme	615,3	0,0	615,3	1 245,6	0,0	1 245,6
3.4.2.4.1.2	342000_4_N_FC_LT_E	- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4.2	342000_4_N_NC_AL_E	- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-3 282,0	0,0	-3 282,0	20 427,0	0,0	20 427,0
3.4.2.4.2.1	342000_4_N_NC_ST_E	- À court terme	-3 282,0	0,0	-3 282,0	15 213,5	0,0	15 213,5
3.4.2.4.2.2	342000_4_N_NC_LT_E	- À long terme	0,0	0,0	0,0	5 213,5	0,0	5 213,5
3.4.3	343000_4_N_AL_AL_E	- Prêts	51 216,1	1 004 578,5	-953 362,4	71 870,5	1 034 054,1	-962 183,6
3.4.3.1	343000_4_N_CB_AL_E	- Banque centrale	0,0	-12 931,0	12 931,0	0,0	248 668,8	-248 668,8
3.4.3.1.1	34300z_4_N_CB_AL_E	- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	-12 931,0	12 931,0	0,0	248 668,8	-248 668,8
3.4.3.1.2	343000_4_N_CB_ST_E	- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.3	343000_4_N_CB_LT_E	- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9	343000_4_N_MA_AL_E	- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.1	34300z_4_N_MA_AL_E	- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.2	343000_4_N_MA_ST_E	- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.3	343000_4_N_MA_LT_E	- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.2	343000_4_N_DT_AL_E	- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	5 169,8	38 752,7	-33 582,9	30 284,4	-895,3	31 179,7
3.4.3.2.1	343000_4_N_DT_ST_E	- À court terme	-8 247,5	-427,1	-7 820,4	-14 587,0	-3 697,5	-10 889,5
3.4.3.2.2	343000_4_N_DT_LT_E	- À long terme	13 417,3	39 179,8	-25 762,5	44 871,4	2 802,2	42 069,2
3.4.3.3	343000_4_N_GG_AL_E	- Administrations publiques	0,0	756 026,0	-756 026,0	0,0	641 617,4	-641 617,4
3.4.3.3.1	34300z_4_N_GG_AL_E	- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.2	343000_4_N_GG_ST_E	- Autres à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.3	343000_4_N_GG_LT_E	- Autres à long terme	0,0	756 026,0	-756 026,0	0,0	641 617,4	-641 617,4

		2019			2020		
Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde
3.4.3.4	343000 4 N OS AL E	46 046,3	222 730,8	-176 684,5	41 586,1	144 663,2	-103 077,1
3.4.3.4.0.1	343000 4 N OS ST E	2 361,6	612,3	1 749,3	12 131,2	732,6	11 398,6
3.4.3.4.0.2	343000 4 N OS LT E	43 684,7	222 118,5	-178 433,8	29 454,9	143 930,6	-114 475,7
3.4.3.4.1	343000 4 N FC AL E	19 699,5	67 729,6	-48 030,1	15 241,5	18 832,6	-3 591,1
3.4.3.4.1.1	343000 4 N FC ST E	1 158,3	-155,4	1 313,7	915,9	217,3	698,6
3.4.3.4.1.2	343000 4 N FC LT E	18 541,2	67 885,0	-49 343,8	14 325,6	18 615,3	-4 289,7
3.4.3.4.2	343000 4 N NC AL E	26 346,8	155 001,2	-128 654,4	26 344,6	125 830,6	-99 486,0
3.4.3.4.2.1	343000 4 N NC ST E	1 203,3	767,7	435,6	11 215,3	515,3	10 700,0
3.4.3.4.2.2	343000 4 N NC LT E	25 143,5	154 233,5	-129 090,0	15 129,3	125 315,3	-110 186,0
3.4.4	344000 4 N AL AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.1	344000 4 N CB AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.1.9	344000 4 N MA AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.2	344000 4 N DT AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.3	344000 4 N GG AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4	344000 4 N OS AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4.1	344000 4 N FC AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4.2	344000 4 N NC AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.1	344100 4 N AL AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.2	344200 4 N AL AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.3	344300 4 N AL AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.4	344400 4 N AL AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.5	344500 4 N AL AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.6	344600 4 N AL AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5	345000 4 N AL AL E	221 768,9	-236 226,9	457 995,8	511 450,1	-40 428,8	551 878,9
3.4.5.1	345000 4 N CB AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.1	345000 4 N CB ST E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.2	345000 4 N CB LT E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9	345000 4 N MA AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.1	345000 4 N MA ST E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.2	345000 4 N MA LT E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2	345000 4 N DT AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.1	345000 4 N DT ST E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.2	345000 4 N DT LT E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3	345000 4 N GG AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.1	345000 4 N GG ST E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.2	345000 4 N GG LT E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4	345000 4 N OS AL E	221 768,9	-236 226,9	457 995,8	511 450,1	-40 428,8	551 878,9
3.4.5.4.0.1	345000 4 N OS ST E	116 521,0	-202 083,8	318 604,8	246 236,5	24 786,5	221 450,0
3.4.5.4.0.2	345000 4 N OS LT E	105 247,9	-34 143,1	139 391,0	265 213,6	-65 215,3	330 428,9
3.4.5.4.1	345000 4 N FC AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.1.1	345000 4 N FC ST E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.1.2	345000 4 N FC LT E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.2	345000 4 N NC AL E	221 768,9	-236 226,9	457 995,8	511 450,1	-40 428,8	551 878,9
3.4.5.4.2.1	345000 4 N NC ST E	116 521,0	-202 083,8	318 604,8	246 236,5	24 786,5	221 450,0
3.4.5.4.2.2	345000 4 N NC LT E	105 247,9	-34 143,1	139 391,0	265 213,6	-65 215,3	330 428,9
3.4.6	346000 4 N AL AL E	90 987,9	31 006,8	59 981,1	-75 971,7	-263 015,5	187 043,8
3.4.6.1	346000 4 N CB AL E	0,0	25 098,7	-25 098,7	0,0	-4 461,0	4 461,0
3.4.6.1.1	346000 4 N CB ST E	0,0	25 098,7	-25 098,7	0,0	-4 461,0	4 461,0
3.4.6.1.2	346000 4 N CB LT E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9	346000 4 N MA AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.1	346000 4 N MA ST E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.2	346000 4 N MA LT E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.2	346000 4 N DT AL E	3 401,0	506,0	2 895,0	5 128,6	895,3	4 233,3
3.4.6.2.1	346000 4 N DT ST E	3 401,0	506,0	2 895,0	5 128,6	895,3	4 233,3
3.4.6.2.2	346000 4 N DT LT E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3	346000 4 N GG AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.1	346000 4 N GG ST E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.2	346000 4 N GG LT E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4	346000 4 N OS AL E	87 586,9	5 402,1	82 184,8	-81 100,3	-259 449,8	178 349,5
3.4.6.4.0.1	346000 4 N OS ST E	25 446,5	-1 720,2	27 166,7	-15 661,9	-83 690,6	68 028,7
3.4.6.4.0.2	346000 4 N OS LT E	62 140,4	7 122,3	55 018,1	-65 438,4	-175 759,2	110 320,8
3.4.6.4.1	346000 4 N FC AL E	958,5	425,1	533,4	-159 639,1	-88 520,9	-71 118,2
3.4.6.4.1.1	346000 4 N FC ST E	31,2	425,1	-393,9	-94 785,4	-1 285,3	-93 500,1
3.4.6.4.1.2	346000 4 N FC LT E	927,3	0,0	927,3	-64 853,7	-87 235,6	22 381,9
3.4.6.4.2	346000 4 N NC AL E	86 628,4	4 977,0	81 651,4	78 538,8	-170 928,9	249 467,7
3.4.6.4.2.1	346000 4 N NC ST E	25 415,3	-2 145,3	27 560,6	79 123,5	-82 405,3	161 528,8
3.4.6.4.2.2	346000 4 N NC LT E	61 213,1	7 122,3	54 090,8	-584,7	-88 523,6	87 938,9
3.4.7	347000 4 N AL AL E	0,0	-2 097,1	2 097,1	0,0	-3 186,5	3 186,5
3.5	350000 4 N AL AL E	314 978,5	0,0	314 978,5	-60 469,2	0,0	-60 469,2
3.5.1	351000 4 N AL AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.1.1	351100 4 N AL AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.1.2	351200 4 N AL AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.2	352000 4 N AL AL E	-1 902,6	0,0	-1 902,6	246 746,2	0,0	246 746,2
3.5.3	353000 4 N AL AL E	-8 390,0	0,0	-8 390,0	-21 707,2	0,0	-21 707,2
3.5.4	354000 4 N AL AL E	325 271,1	0,0	325 271,1	-285 508,2	0,0	-285 508,2
3.5.4.1	354100 4 N AL AL E	325 271,1	0,0	325 271,1	-285 508,2	0,0	-285 508,2
3.5.4.1.1	354110 4 N AL AL E	565,1	0,0	565,1	157,2	0,0	157,2
3.5.4.1.2	354120 4 N AL AL E	324 706,0	0,0	324 706,0	-285 665,4	0,0	-285 665,4
3.5.4.2	354200 4 N AL AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1	354210 4 N AL AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.1	354210 4 N AL ST E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.2	354210 4 N AL LT E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.2	354220 4 N AL AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4.3	354300 4 N AL AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4.4	354400 4 N AL AL E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	400000 5 N AL AL E	5 018 977,4	5 024 079,5	5 102,1	-4 462 316,3	-4 468 745,5	6 429,2

Position Extérieure Globale
Fréquence : Annuelle
Année : au 31 décembre 2020

Code SDMX	Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
800000_4_N_AL_AL_E	Position extérieure globale nette	5 277 366,9	-2 870,4	5 978 433,2	703 936,7	12 835 961,7	-2 097,1	14 924 891,2	2 091 026,6
310000_4_N_AL_AL_E	--- Investissement direct	454 004,8	0,0	511 095,3	57 090,5	3 246 891,6	0,0	4 309 230,7	1 062 339,1
311000_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation et parts de fonds de placement	395 411,7	0,0	425 917,3	30 505,6	2 202 157,1	0,0	2 385 514,9	183 357,8
311100_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	388 337,2	0,0	412 065,4	23 728,2	2 135 991,8	0,0	2 265 779,2	129 787,4
311110_4_N_AL_AL_E	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	351 980,1	0,0	369 831,4	17 851,3	2 116 278,0	0,0	2 243 401,3	127 123,3
311120_4_N_AL_AL_E	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	10 444,0	0,0	13 569,3	3 125,3	5 179,9	0,0	5 895,5	715,6
311130_4_N_AL_AL_E	----- Entre entreprises soeurs	25 913,1	0,0	28 664,7	2 751,6	14 533,9	0,0	16 482,4	1 948,5
311131_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
311132_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
311133_4_N_AL_AL_E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
312000_4_N_AL_AL_E	----- Instruments de dette	58 593,1	0,0	85 178,0	26 584,9	1 044 734,5	0,0	1 923 715,8	878 981,3
312100_4_N_AL_AL_E	----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	39 863,6	0,0	58 078,9	18 215,3	852 167,9	0,0	1 694 482,9	842 315,0
312200_4_N_AL_AL_E	----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	6 074,6	0,0	10 598,9	4 524,3	149 259,1	0,0	178 411,4	29 152,3
312300_4_N_AL_AL_E	----- Entre entreprises soeurs	12 654,9	0,0	16 500,2	3 845,3	43 307,5	0,0	50 821,5	7 514,0
312310_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
312320_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
312330_4_N_AL_AL_E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31200z_4_N_AL_AL_E	----- Titres de créance :	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31201z_4_N_AL_AL_E	----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31202z_4_N_AL_AL_E	----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31203z_4_N_AL_AL_E	----- Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31213z_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31223z_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31233z_4_N_AL_AL_E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
320000_4_N_AL_AL_E	--- Investissements de portefeuille	1 075 784,9	0,0	1 188 132,9	112 348,0	3 095 170,0	0,0	3 408 777,8	313 607,8
321000_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation et parts de fonds de placement	31 551,7	0,0	34 426,7	2 875,0	87 487,2	0,0	97 191,7	9 704,5
321000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	19 467,3	0,0	20 311,6	844,3	16 866,0	0,0	17 258,1	392,1
321000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	12 084,4	0,0	14 115,1	2 030,7	70 621,2	0,0	79 933,6	9 312,4
321000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	3 270,0	0,0	3 585,3	315,3	6 546,5	0,0	6 546,5	0,0
321000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	8 814,4	0,0	10 529,8	1 715,4	64 074,7	0,0	73 387,1	9 312,4
321100_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321110_4_N_AL_AL_E	----- Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321120_4_N_AL_AL_E	----- Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321200_4_N_AL_AL_E	----- Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
32120z_4_N_AL_AL_E	----- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_AL_AL_E	----- Titres de créance	1 044 233,2	0,0	1 153 706,2	109 473,0	3 007 682,8	0,0	3 311 586,1	303 903,3
322000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	917 538,0	0,0	1 018 293,1	100 755,1	223 535,8	0,0	227 181,0	3 645,2
322000_4_N_DT_ST_E	----- À court terme	335 009,0	0,0	271 255,0	-63 754,0	152 894,8	0,0	138 387,8	-14 507,0
322000_4_N_DT_LT_E	----- À long terme	582 529,0	0,0	747 038,1	164 509,1	70 641,0	0,0	88 793,2	18 152,2
322000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	2 630 215,8	0,0	2 851 487,6	221 271,8
322000_4_N_GG_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	1 078,9	0,0	10 493,0	9 414,1
322000_4_N_GG_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	2 629 136,9	0,0	2 840 994,6	211 857,7
322000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	126 695,2	0,0	135 413,1	8 717,9	153 931,2	0,0	232 917,5	78 986,3
322000_4_N_OS_ST_E	----- À court terme	57 765,2	0,0	59 522,8	1 757,6	40 078,6	0,0	40 595,0	516,4
322000_4_N_OS_LT_E	----- À long terme	68 930,0	0,0	75 890,3	6 960,3	113 852,6	0,0	192 322,5	78 469,9
322000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	42 695,0	0,0	48 921,8	6 226,8	5 674,1	0,0	6 503,1	829,0
322000_4_N_FC_ST_E	----- À court terme	3 232,0	0,0	3 744,3	512,3	3 943,0	0,0	4 459,4	516,4
322000_4_N_FC_LT_E	----- À long terme	39 463,0	0,0	45 177,5	5 714,5	1 731,1	0,0	2 043,7	312,6
322000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	84 000,2	0,0	86 491,3	2 491,1	148 257,1	0,0	226 414,4	78 157,3
322000_4_N_NC_ST_E	----- À court terme	54 533,2	0,0	55 778,5	1 245,3	36 135,6	0,0	36 135,6	0,0
322000_4_N_NC_LT_E	----- À long terme	29 467,0	0,0	30 712,8	1 245,8	112 121,5	0,0	190 278,8	78 157,3
330000_4_N_AL_AL_E	--- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
331000_4_N_AL_AL_E	----- Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
331100_4_N_AL_AL_E	----- Options	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
331200_4_N_AL_AL_E	----- Contrats à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
332000_4_N_AL_AL_E	----- Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
340000_4_N_AL_AL_E	--- Autres investissements	2 014 109,2	0,0	2 609 076,6	594 967,4	6 493 900,1	-2 097,1	7 206 882,7	715 079,7
341000_4_N_AL_AL_E	----- Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_AL_AL_E	----- Monnaie fiduciaire et dépôts	95 065,5	0,0	182 684,0	87 618,5	295 038,5	0,0	282 694,9	-12 343,6
342000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	19 924,0	0,0	19 270,7	-653,3
342000_4_N_CB_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	19 924,0	0,0	19 270,7	-653,3
342000_4_N_CB_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	14 801,8	0,0	79 512,4	64 710,6	275 114,5	0,0	263 424,2	-11 690,3
34200z_4_N_DT_AL_E	----- Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_ST_E	----- À court terme	14 801,8	0,0	79 512,4	64 710,6	275 114,5	0,0	263 424,2	-11 690,3
342000_4_N_DT_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	20 885,7	0,0	21 921,0	1 235,3	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_ST_E	----- À court terme	20 885,7	0,0	21 921,0	1 235,3	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	59 578,0	0,0	81 250,6	21 672,6	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_ST_E	----- À court terme	14 049,0	0,0	30 508,1	16 459,1	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_LT_E	----- À long terme	45 529,0	0,0	50 742,5	5 213,5	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	35 956,0	0,0	37 201,6	1 245,6	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_FC_ST_E	----- À court terme	11 619,0	0,0	12 864,6	1 245,6	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_FC_LT_E	----- À long terme	24 337,0	0,0	24 337,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	23 622,0	0,0	44 049,0	20 427,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_NC_ST_E	----- À court terme	2 430,0	0,0	17 643,5	15 213,5	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_NC_LT_E	----- À long terme	21 192,0	0,0	26 405,5	5 213,5	0,0	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - AVOIR - Flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
343000_4_N_AL_AL_E	----- Prêts	600 896,9	0,0	672 767,4	71 870,5	5 448 014,5	0,0	6 482 068,6	1 034 054,1
343000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	10 170,8	0,0	258 839,6	248 668,8
34300z_4_N_CB_AL_E	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	5 638,8	0,0	254 307,6	248 668,8
343000_4_N_CB_ST_E	----- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_CB_LT_E	----- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	4 532,0	0,0	4 532,0	0,0
343000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
34300z_4_N_MA_AL_E	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_ST_E	----- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_LT_E	----- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	322 975,8	0,0	353 260,2	30 284,4	353 494,0	0,0	352 598,7	-895,3
343000_4_N_DT_ST_E	----- À court terme	270 445,8	0,0	255 858,8	-14 587,0	262 877,2	0,0	259 179,7	-3 697,5
343000_4_N_DT_LT_E	----- À long terme	52 530,0	0,0	97 401,4	44 871,4	90 616,8	0,0	93 419,0	2 802,2
343000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	4 047 577,7	0,0	4 689 195,1	641 617,4
34300z_4_N_GG_AL_E	----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_ST_E	----- Autres à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_LT_E	----- Autres à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	4 047 577,7	0,0	4 689 195,1	641 617,4
343000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	277 921,1	0,0	319 507,2	41 586,1	1 036 772,0	0,0	1 181 435,2	144 663,2
343000_4_N_OS_ST_E	----- À court terme	58 415,1	0,0	70 546,3	12 131,2	80 772,3	0,0	81 504,9	732,6
343000_4_N_OS_LT_E	----- À long terme	219 506,0	0,0	248 960,9	29 454,9	955 999,7	0,0	1 099 930,3	143 930,6
343000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	128 494,0	0,0	143 735,5	15 241,5	11 509,3	0,0	30 341,9	18 832,6
343000_4_N_FC_ST_E	----- À court terme	4 682,0	0,0	5 597,9	915,9	2 266,6	0,0	2 483,9	217,3
343000_4_N_FC_LT_E	----- À long terme	123 812,0	0,0	138 137,6	14 325,6	9 242,7	0,0	27 858,0	18 615,3
343000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	149 427,1	0,0	175 771,7	26 344,6	1 025 262,7	0,0	1 151 093,3	125 830,6
343000_4_N_NC_ST_E	----- À court terme	53 733,1	0,0	64 948,4	11 215,3	78 505,7	0,0	79 021,0	515,3
343000_4_N_NC_LT_E	----- À long terme	95 694,0	0,0	110 823,3	15 129,3	946 757,0	0,0	1 072 072,3	125 315,3
344000_4_N_AL_AL_E	----- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	603,0	0,0	603,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	603,0	0,0	603,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	603,0	0,0	603,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344100_4_N_AL_AL_E	----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344200_4_N_AL_AL_E	----- Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344300_4_N_AL_AL_E	----- Droits à pension	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344400_4_N_AL_AL_E	----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344500_4_N_AL_AL_E	----- Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344600_4_N_AL_AL_E	----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_AL_AL_E	----- Crédits commerciaux et avances	1 053 177,4	0,0	1 564 627,5	511 450,1	135 503,1	0,0	95 074,3	-40 428,8
345000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	1 053 177,4	0,0	1 564 627,5	511 450,1	135 503,1	0,0	95 074,3	-40 428,8
345000_4_N_OS_ST_E	----- À court terme	618 616,5	0,0	864 853,0	246 236,5	149 272,2	0,0	174 058,7	24 786,5
345000_4_N_OS_LT_E	----- À long terme	434 560,9	0,0	699 774,5	265 213,6	-13 769,1	0,0	-78 984,4	-65 215,3
345000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	1 547,0	0,0	1 547,0	0,0	1 272,0	0,0	1 272,0	0,0
345000_4_N_FC_ST_E	----- À court terme	49,0	0,0	49,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_FC_LT_E	----- À long terme	1 498,0	0,0	1 498,0	0,0	1 272,0	0,0	1 272,0	0,0
345000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 051 630,4	0,0	1 563 080,5	511 450,1	134 231,1	0,0	93 802,3	-40 428,8
345000_4_N_NC_ST_E	----- À court terme	618 567,0	0,0	864 804,0	246 236,5	149 272,2	0,0	174 058,7	24 786,5
345000_4_N_NC_LT_E	----- À long terme	433 062,9	0,0	698 276,5	265 213,6	-15 041,1	0,0	-80 256,4	-65 215,3
346000_4_N_AL_AL_E	----- Autres comptes à recevoir/à payer	264 366,4	0,0	188 394,7	-75 971,7	491 946,9	0,0	228 931,4	-263 015,5
346000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	109 948,3	0,0	105 487,3	-4 461,0
346000_4_N_CB_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	109 948,3	0,0	105 487,3	-4 461,0
346000_4_N_CB_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	9 354,4	0,0	14 483,0	5 128,6	3 417,5	0,0	4 312,8	895,3
346000_4_N_DT_ST_E	----- À court terme	9 354,4	0,0	14 483,0	5 128,6	3 417,5	0,0	4 312,8	895,3
346000_4_N_DT_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	1 051,0	0,0	1 051,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_ST_E	----- À court terme	1 051,0	0,0	1 051,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	253 961,0	0,0	172 860,7	-81 100,3	378 581,1	0,0	119 131,3	-259 449,8
346000_4_N_OS_ST_E	----- À court terme	104 526,7	0,0	88 864,8	-15 661,9	267 492,5	0,0	183 801,9	-83 690,6
346000_4_N_OS_LT_E	----- À long terme	149 434,3	0,0	83 995,9	-65 438,4	111 088,6	0,0	-64 670,6	-175 759,2
346000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	4 426,0	0,0	-155 213,1	-159 639,1	2 228,1	0,0	-86 292,8	-88 520,9
346000_4_N_FC_ST_E	----- À court terme	1 208,0	0,0	-93 577,4	-94 785,4	1 411,1	0,0	125,8	-1 285,3
346000_4_N_FC_LT_E	----- À long terme	3 218,0	0,0	-61 635,7	-64 853,7	817,0	0,0	-86 418,6	-87 235,6
346000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	249 535,0	0,0	328 073,8	78 538,8	376 353,0	0,0	205 424,1	-170 928,9
346000_4_N_NC_ST_E	----- À court terme	103 318,7	0,0	182 442,2	79 123,5	266 081,4	0,0	183 676,1	-82 405,3
346000_4_N_NC_LT_E	----- À long terme	146 216,3	0,0	145 631,6	-584,7	110 271,6	0,0	21 748,0	-88 523,6
347000_4_N_AL_AL_E	----- Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	123 397,1	-2 097,1	118 113,5	-3 186,5
350000_4_N_AL_AL_E	----- Avoirs de réserve	1 733 468,0	-2 870,4	1 670 128,4	-60 469,2	0,0	0,0	0,0	0,0
351000_4_N_AL_AL_E	----- Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
351100_4_N_AL_AL_E	----- Or métal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
351200_4_N_AL_AL_E	----- Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
352000_4_N_AL_AL_E	----- Droits de tirage spéciaux	1 052,6	-19,0	247 779,8	246 746,2	0,0	0,0	0,0	0,0
353000_4_N_AL_AL_E	----- Position de réserve au FMI	31 208,2	-3 477,4	6 023,6	-21 707,2	0,0	0,0	0,0	0,0
354000_4_N_AL_AL_E	----- Autres avoirs de réserve	1 701 207,2	626,0	1 416 325,0	-285 508,2	0,0	0,0	0,0	0,0
354100_4_N_AL_AL_E	----- Monnaie fiduciaire et dépôts	1 701 207,2	626,0	1 416 325,0	-285 508,2	0,0	0,0	0,0	0,0
354110_4_N_AL_AL_E	----- Créances sur les autorités monétaires	2 516,5	626,0	3 299,7	157,2	0,0	0,0	0,0	0,0
354120_4_N_AL_AL_E	----- Créances sur d'autres entités	1 698 690,7	0,0	1 413 025,3	-285 665,4	0,0	0,0	0,0	0,0
354200_4_N_AL_AL_E	----- Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_AL_E	----- Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354220_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354300_4_N_AL_AL_E	----- Dériv								



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int